

# Vers un équilibre urbain



BUDGET ET PROGRAMME  
D'INVESTISSEMENT

2012

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

Messages et faits saillants	
Mot du maire	.5
Mot du directeur général	.7
Faits saillants	.9
Pour chaque dollar de taxes	.11
Profils administratif et économique	
Conseil municipal	.15
Administration	.17
Missions des services municipaux et bureaux	.18
Situation économique	.21
Statistiques	
Revenus de fonctionnement	.30
Charges de fonctionnement	.31
Taux de taxation et de tarification	.32
Évolution des revenus de fonctionnement	.33
Évaluation foncière	.33
Effectifs	.34
Population	.34
Endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	.35
Investissement - Sources de financement	.36
Investissement - Immobilisations	.37
Budget et programme d'investissement	
Orientation budgétaire	.41
Activités de fonctionnement à des fins fiscales	.47
Activités d'investissement à des fins fiscales	.49
Revenus de fonctionnement	.51
Charges de fonctionnement	.56
Éléments de conciliation à des fins fiscales	.58
Charges de fonctionnement par unité administrative	.59
Charges de fonctionnement par objet	.60
Revenus des activités d'investissement	.62
Immobilisations - activités d'investissement	.63
Renseignements supplémentaires	
Périmètre comptable	.67
Activités de fonctionnement consolidées à des fins fiscales	.68
Activités d'investissement consolidées à des fins fiscales	.69
Renseignements consolidés par organisme	.70

Déposé au Conseil municipal le 12 décembre 2011



---

**MESSAGES ET FAITS SAILLANTS**





Chères concitoyennes, chers concitoyens,

D'une année à l'autre, nous mettons de l'avant des projets qui vous ont été soumis lors de la campagne électorale et qui nous ont valu votre confiance. Ceux-ci touchent tous les secteurs de l'activité municipale, passant des loisirs à la sécurité publique, de la culture au déneigement, de l'entretien des parcs au développement économique. Et toujours, nous posons les gestes qui visent à vous assurer une vie agréable et sécuritaire dans un environnement respectueux, en continuelle mutation. Évidemment, cette poursuite de l'excellence s'exécute toujours en ayant à l'esprit la réalité financière des contribuables.

Depuis plusieurs années, nous favorisons l'évolution de notre ville qui, grâce à la vision que nous avons mise de l'avant, se réalise sans handicaper l'avenir de nos enfants. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons réussi, par notre gestion serrée, à améliorer nos infrastructures et à mettre de l'avant des projets d'envergure tout en abaissant notre dette de près de 165 M\$ depuis 1999.

Plusieurs événements ont marqué 2011 : l'ouverture du pont dans l'Est de la ville, qui a déjà provoqué un nouvel intérêt pour le développement résidentiel de ce secteur ou, au niveau de l'éducation, l'ouverture du nouveau campus de l'Université de Montréal à Laval qui constitue un véritable chaînon manquant dans la possibilité de compléter son curriculum éducatif chez nous, dans notre ville. L'inauguration de la place Claude-Léveillé, sur le site même de l'université, est venue compléter les équipements nécessaires à cette infrastructure d'importance. C'est aussi au cours de l'été qu'a été adoptée la démarche municipale ÉvoluCité relative au développement et à l'aménagement du territoire. Le premier jalon de cette démarche a été réalisé par l'adoption de la Politique de l'urbanisme durable de Laval.

Nous avons également dévoilé le Plan de mobilité durable de Laval qui vise, par une démarche d'interventions très ambitieuse, à réduire de 50% l'émission de gaz à effets de serre par habitant en agissant de façon constructive pour favoriser le transport collectif et les déplacements actifs à pied et à vélo. Ce plan a d'ailleurs fait l'objet d'une consultation publique au cours des derniers mois.

Nous assisterons aussi, au cours des prochains mois, au début de la construction de l'amphithéâtre culturel et sportif dans le périmètre de l'Agora. Cette installation majeure viendra consolider le caractère régional de notre centre-ville.

Ce projet d'envergure se réalisera à l'intérieur des réserves budgétaires allouées à cette fin, nous permettant de respecter notre engagement de limiter la croissance du compte de taxes foncières moyen à un niveau inférieur à l'inflation.

Comme vous pourrez le constater à la lecture de ce budget, Ville de Laval poursuivra son développement en respectant à la fois des critères d'éthique élevés et la capacité de payer de ses citoyens, confirmant ainsi sa réputation d'être une des villes les mieux administrées au Québec.



Gilles Vaillancourt  
Maire de Laval





Mesdames, Messieurs,

L'administration d'une grande ville comme Laval nécessite le respect de normes et de pratiques de gestion qui correspondent aux meilleurs standards. Au cours de la dernière année, nous avons mis en place de nombreuses mesures additionnelles afin d'accroître l'efficacité et l'efficacité de l'ensemble de l'organisation municipale.

Il nous semble important de vous assurer des hautes valeurs éthiques qui animent toute la fonction publique lavalloise et qui visent à assurer le respect de toutes les normes déontologiques en vigueur. Cet engagement est d'ailleurs à la base de l'implication de tous les employés municipaux puisque leur rôle est de constamment avoir à l'esprit ce pourquoi nous existons : servir les citoyens.

Dans notre rôle, il est essentiel de constamment avoir à l'esprit ce pourquoi nous existons : servir les citoyens. C'est aussi dans cette optique que toutes les actions mises de l'avant par notre administration municipale tendent à constamment améliorer les relations entre les Lavalloises et les Lavallois et leur ville. Depuis l'adoption de la Déclaration de services aux citoyens, nous nous sommes appliqués à réévaluer l'ensemble de nos façons de faire, à optimiser l'encadrement du personnel et à raffiner les modes d'interaction qui nous permettent de faire affaire avec vous. Ainsi, en plaçant le citoyen au centre de nos préoccupations, nous préconisons et mettons en place une offre de services élaborée qui a un impact direct sur la qualité de vie des Lavalloises et des Lavallois.

Évidemment, nous devons aussi travailler afin que nos gestes optimisent le rapport coût/bénéfice pour la population. Le budget qui vous est présenté a été élaboré en respect de ces objectifs. Il tient aussi compte de la situation financière mondiale qui exerce une influence sur toutes les institutions publiques et assure que les objectifs définis par le Conseil soient atteints en conformité avec les critères établis.

L'élaboration de la démarche ÉvoluCité, qui consiste à orienter la planification du territoire urbain des prochaines années en harmonie avec les principes de développement durable, s'inscrit d'ailleurs dans le cadre de la réflexion qui a animé l'équipe administrative, afin de positionner Laval comme une ville en constante évolution qui sait s'adapter aux besoins actuels et futurs de ses citoyens. Nous sommes convaincus que le budget 2012 nous permettra de contribuer positivement au développement futur de la ville et assurera à sa population la qualité des services auxquels elle a droit.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. Turbide', written in a cursive style.

Gaétan Turbide  
Directeur général





---

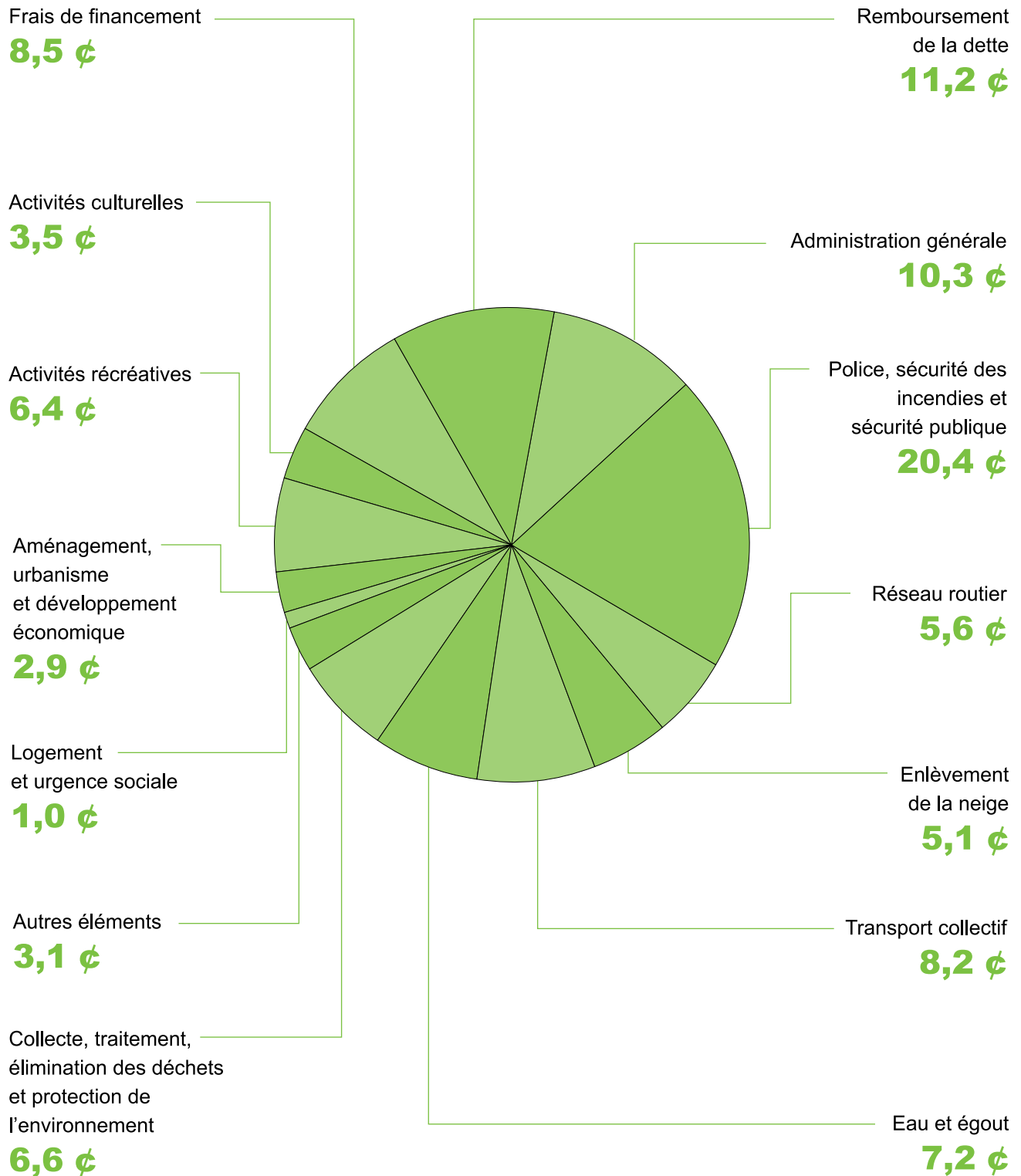
## FAITS SAILLANTS

---

- Budget de 721,3 M\$
- Variation du compte de taxes foncières moyen inférieur à l'inflation prévue
  - Maison unifamiliale type: 1,54 %
  - Secteur résidentiel: 1,36 %
  - Secteur non - résidentiel: 2,25 %
- Gel de la taxe des services de l'eau et du tarif du transport régional
- Nouvelle baisse de la dette per capita
- Ajouts et améliorations de services
  - Création du Bureau des grands projets
  - Système automatisé de communication
  - Déploiement du Service des achats et de la gestion contractuelle
  - Projet Évolucité
  - Programmation culturelle Place Claude-Léveillé
  - Programme de subvention à l'achat de couches réutilisables
  - Collecte sélective auprès des petits ICI (industries, commerces et institutions)
  - Ajout de 19 policiers
- Investissements prévus en 2012: 390,6 M\$, incluant un montant de 19,8 M\$ pour des contributions à des organismes
  - Réfection des infrastructures existantes : 180,2 M\$
  - Développement économique et urbain : 96,2 M\$
  - Aménagement de parcs, d'espaces communautaires et acquisitions d'espaces verts : 26,7 M\$
  - Amélioration et prolongement du réseau routier : 11,8 M\$
  - Construction de la caserne de pompiers numéro deux : 4,1 M\$
  - Participation financière à des mesures d'atténuation du bruit : 6,1 M\$
  - Contribution financière à la construction d'un complexe aquatique : 6,2 M\$
  - Construction d'un amphithéâtre sportif et culturel : 10,0 M\$
- Immobilisations payées comptant: 101,3 M\$, incluant un montant de 6,5 M\$ pour des contributions à des organismes
- Maintien des programmes
  - Remboursement de la taxe du service de l'eau pour les 65 ans et plus
  - Accession à la propriété
  - Aide à la rénovation résidentielle
  - Subvention pour la plantation et l'émondage des arbres
  - Subventions liées à des saines pratiques environnementales (toilettes écologiques, composteurs domestiques, barils récupérateurs d'eau de pluie)



## POUR CHAQUE DOLLAR DE TAXES





---

**PROFILS ADMINISTRATIF ET ÉCONOMIQUE**



---

## CONSEIL MUNICIPAL

---

Gilles Vaillancourt

Maire et président du Comité exécutif

---

### DISTRICTS ÉLECTORAUX

### CONSEILLERS

---

1. Saint-François	Jacques St-Jean	
2. Saint-Vincent-de-Paul	Sylvie Clermont	Conseillère associée au Comité exécutif
3. Val-des-Arbres	Madeleine Sollazzo	
4. Duvernay / Pont-Viau	Michèle des Trois Maisons	
5. Marigot	Francine Légaré	Présidente du Conseil municipal
6. Concorde / Bois-de-Boulogne	Claire Le Bel	
7. Renaud	Benoit Fradet	Membre du Comité exécutif
8. Vimont	Norman Girard	
9. Saint-Bruno	Yvon Martineau	
10. Auteuil	Lucie Hill Larocque	
11. Laval-des-Rapides	Ginette Grisé	
12. Souvenir / Labelle	Jocelyne Guertin	Membre du Comité exécutif
13. L'Abord-à-Plouffe	Ginette Legault-Bernier	
14. Chomedey	Basile Angelopoulos	Vice-président du Comité exécutif
15. Saint-Martin	Alexandre Duplessis	Membre du Comité exécutif
16. Sainte-Dorothée	Pierre Cléroux	
17. Laval-les-Îles	Jean-Jacques Beldié	
18. L'Orée-des-Bois	France Dubreuil	
19. Marc-Aurèle-Fortin	Yvon Bromley	
20. Fabreville	Martine Beaugrand	
21. Sainte-Rose	Denis Robillard	





---

## ADMINISTRATION

---

### DIRECTION GÉNÉRALE

---

Directeur général	Gaétan Turbide
Directeur général adjoint - services aux citoyens	Jean Roberge
Directeur général adjoint - processus financiers et dossiers majeurs	Gaétan Vandal
Directeur général adjoint - gestion stratégique et programmes	Martine Lachambre

### SERVICES

---

### DIRECTEURS

---

Achats et gestion contractuelle	André Lévesque
Contentieux	André Guérin
Environnement	Gilles Benoit
Évaluation	Ernest Lépine
Finances	Suzanne Deshaies
Greffe	Guy Collard
Ingénierie	Luc Goulet
Protection des citoyens	Jean-Pierre Gariépy
Ressources humaines	Vacant
Systèmes et technologies	Lise Poirier
Travaux publics	Sylvain Allard
Urbanisme	Sylvain Dubois
Vie communautaire, culture et communications	Marc Deblois

### BUREAUX

---

Grands projets	Vacant
Juges	Yves Fournier
Ombudsman	Diane Lemelin, présidente
Régime des rentes	Denis Bertrand
Vérificateur général	Michèle Galipeau

---

## **MISSIONS DES SERVICES MUNICIPAUX ET BUREAUX**

---

### **Les services municipaux**

#### **Achats et gestion contractuelle**

Assume la responsabilité de la gestion des contrats d'achat, d'entreprises, de services et de location de même que la gestion des magasins, de la récupération et de la fourrière. Assure aux divers services municipaux, la fourniture de biens et services de qualité aux coûts les plus favorables pour le contribuable en conformité avec les lois, règlements municipaux, accords commerciaux en vigueur. Applique la politique de gestion contractuelle et la politique d'approvisionnement.

#### **Contentieux**

Apporte le soutien juridique nécessaire à la municipalité en répondant aux demandes diverses de nature légale provenant de la direction générale ou de l'ensemble des services de la Ville. Représente la municipalité, sur demande du Comité exécutif, pour toute procédure devant les différents tribunaux. Assume la responsabilité du greffe de la cour municipale et des procureurs qui agissent pour la Ville devant cette cour.

#### **Environnement**

Maintient la salubrité et la qualité de l'environnement, en protégeant et en mettant en valeur les milieux naturels, les cours d'eau et les espaces verts. Assure la qualité de l'eau, du sol et de l'air sur le territoire de Laval. Assure la production et le contrôle de l'eau potable, le captage et le traitement des eaux usées, la gestion des matières résiduelles et l'élimination des nuisances. Introduit et développe des activités qui ont pour but de créer des habitudes et des comportements environnementaux durables.

#### **Évaluation**

Responsable de la confection et de la tenue à jour du rôle d'évaluation foncière, de l'acquisition et de la disposition des immeubles. Le rôle d'évaluation reflète la valeur de tous les immeubles inventoriés et situés sur le territoire de la Ville. Cette valeur sert de base à la taxation municipale.

#### **Finances**

Planifie et contrôle l'ensemble des activités financières et administratives de la municipalité, telles la préparation des états financiers, la perception des taxes, le paiement des différentes dépenses, l'analyse, le développement et la gestion des systèmes d'information financière ainsi que la coordination, la préparation et le suivi du budget conformément aux normes comptables, aux lois en vigueur et aux décisions du Conseil municipal.

#### **Greffe**

Assure le cadre législatif à l'intérieur duquel les décisions du Conseil municipal et du Comité exécutif sont prises et voit à rédiger les procès-verbaux, résolutions, projets de règlements de la Ville de Laval. Collige et conserve les documents qui sont ainsi archivés et est responsable des demandes de documents municipaux formulées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Assure également le suivi des réclamations intentées à la Ville, incluant le portefeuille des assurances de la municipalité.

---

## **MISSIONS DES SERVICES MUNICIPAUX ET BUREAUX**

---

### **Ingénierie**

Assure le rôle d'expert-conseil en matière de conception, d'exécution et de surveillance des divers projets de construction, de réfection ou de réhabilitation des infrastructures et des bâtiments municipaux y compris les réseaux d'aqueduc et d'égouts, est responsable de l'éclairage de la voie publique, de la signalisation, de la conception et de la réalisation des nouveaux parcs, haltes et pistes cyclables, coordonne le programme annuel de plantation des arbres et réalise des ouvrages acoustiques en bordure des autoroutes, émet les permis de raccordement.

### **Protection des citoyens**

(police-incendie)

Promouvoit et maintient la paix, l'ordre et la sécurité publique, sauvegarde la vie et les biens des citoyens en faisant respecter les lois et offre à la communauté lavalloise un environnement sécuritaire.

### **Ressources humaines**

Veille à pourvoir les divers services municipaux d'hommes et de femmes responsables et compétents pour oeuvrer auprès des citoyens. Soutient les activités dans divers services de la Ville de façon efficace en permettant aux employés d'évoluer dans un milieu de travail stimulant, dans le respect et l'intégrité. Applique différents programmes dont la paie, la formation, la gestion des avantages sociaux, les interventions en matière de santé et de sécurité et procède de façon constante à l'évaluation de ses effectifs.

### **Systèmes et technologies**

Accompagne les services municipaux, au plan technologique et organisationnel, dans la réalisation de leurs mandats; oriente et conseille les services sur tout l'aspect informatique; conçoit, développe et implante les applications et logiciels informatiques; entretient et gère l'ensemble des systèmes et technologies de l'information, incluant les systèmes de communication et de télécommunications.

### **Travaux publics**

Entretient les infrastructures de la municipalité: rues, boulevards, signalisation, réseaux d'aqueduc et d'égouts, parcs, arénas et foresterie urbaine, assure aux divers autres services, principalement ceux de la vie communautaire, de la culture et des communications, ainsi que de la protection des citoyens un soutien technique lors d'événements spéciaux. Veille à la gestion du parc automobile et des bâtiments.

---

## **MISSIONS DES SERVICES MUNICIPAUX ET BUREAUX**

---

### **Urbanisme**

Assure le développement harmonieux du territoire, applique les règlements d'urbanisme et émet les permis de construction, de rénovation et de lotissement (cadastre), administre les divers programmes de la municipalité, notamment en matière de rénovation urbaine et de protection du patrimoine et est responsable de la toponymie des sites, des immeubles et des équipements municipaux (appellation d'un immeuble, d'une rue, d'un parc, etc.). Veille à la mise en oeuvre du schéma d'aménagement de la MRC et gère l'aménagement en vue d'assurer une utilisation efficace du territoire afin de répondre aux besoins de la collectivité.

### **Vie communautaire, culture et communications**

Soutient de façon concrète la culture, le sport, le plein air, les loisirs et toutes les activités reliées à la vie communautaire; informe et accompagne les citoyens, les institutions, les organismes, ainsi que les sociétés publiques et privées dans leurs démarches reliées aux activités et à la réglementation municipale. Voit à la gestion du Centre de la nature, de la messagerie et au transport.

### **Les bureaux**

#### **Grands projets**

Effectue la planification, la coordination, le contrôle et le suivi de la réalisation des grands projets de développement ainsi que le renouvellement ou la réfection des infrastructures majeures. Il participe également à l'amélioration des différents processus de gestion de projets.

#### **Juges**

Le juge-président et les juges de la Cour municipale de Laval ont les pouvoirs et les devoirs que la loi détermine.

#### **Ombudsman**

Protecteur du citoyen, le bureau reçoit et traite les plaintes des personnes qui s'estiment lésées par l'administration municipale. Il intervient ou enquête chaque fois qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou peut vraisemblablement l'être.

#### **Régime des rentes**

Ce bureau a les pouvoirs et les devoirs que le règlement municipal sur le régime des rentes et la loi déterminent.

#### **Vérificateur général**

Effectue la vérification des comptes et affaires de la municipalité et de toute personne morale dont la municipalité détient plus de 50 % des actions votantes en circulation ou nomme plus de 50 % des membres du conseil d'administration. La vérification des comptes et affaires comprend la vérification financière, la vérification de conformité ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources.

---

## SITUATION ÉCONOMIQUE

---

### Résultats 2011 et tendances

#### La conjoncture générale

L'état actuel des finances publiques américaines combinées à la situation financière précaire de certains pays d'Europe laissent présager une faible croissance de l'économie durant les prochains mois. Malgré une bonne performance en début d'année, le Québec n'échappera pas à cette tendance au cours des prochains trimestres. L'économie lavalloise progressera à un rythme faible mais soutenue.

#### Le marché du travail

Le marché de l'emploi au Québec se porte bien, environ 126 000 emplois ont été créés depuis le creux de la récession en 2009. L'emploi constitue un point d'appui solide à la reprise économique. Malgré le manque de vigueur de l'économie québécoise, la situation de l'emploi demeura saine.

#### Indicateurs du marché du travail - Laval, île de Montréal et ensemble du Québec

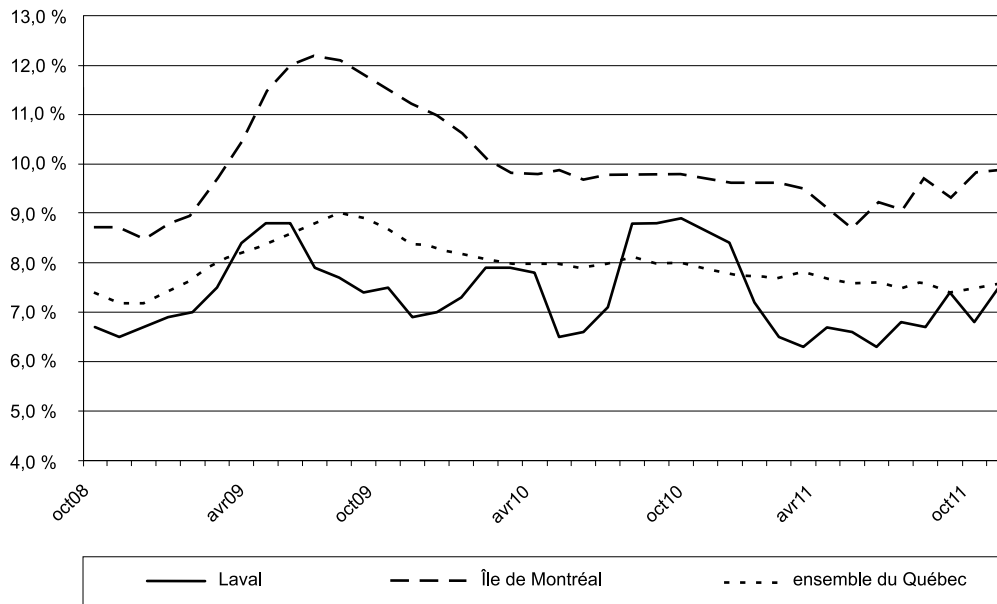
Indicateurs	Laval		île de Montréal		ensemble du Québec	
	nov. 2011	var. 1 an	nov. 2011	var. 1 an	nov. 2011	var. 1 an
Emplois	198 700	8 300	923 900	-12 900	3 953 100	6 900
Population active	214 800	6 200	1 025 500	-11 700	4 280 000	-3 300
Taux d'activité	64,2 %	0,3 %	63,1 %	-1,5 %	64,9 %	-0,6 %
Taux d'emploi	59,3 %	0,9 %	56,8 %	-1,5 %	59,9 %	-0,4 %
Taux de chômage	7,5 %	-1,2 %	9,9 %	0,2 %	7,6 %	-0,3 %

Note(s): Données désaisonnalisées. Moyennes mobiles de trois mois se terminant en novembre 2011

Source(s): Institut de la statistique du Québec

Durant les trois dernières années, le taux de chômage à Laval a été l'un des plus bas parmi les différentes régions du Québec et est demeuré constamment sous celui enregistré dans l'île de Montréal et la plupart du temps sous celui de l'ensemble du Québec (voir graphique suivant).

### Taux de chômage désaisonnalisé (octobre 2008 - novembre 2011)



Note(s): Données désaisonnalisées. Moyennes mobiles de trois mois. Population active de 15 ans et plus  
Source(s): Institut de la statistique du Québec

Par ailleurs, le contexte économique exceptionnel masque les gains réels obtenus sur le marché du travail lavallois depuis 10 ans. Ainsi, de 2001 à 2011, 30 200 emplois ont été ajoutés. Cette tendance devrait d'ailleurs se prolonger, puisqu'Emploi-Québec estime les besoins en main-d'œuvre de la région de Laval à 39 100 travailleurs de 2010 à 2014, dont environ la moitié proviendra de la création d'emplois, le reste étant occasionné par des départs à la retraite.<sup>1</sup> En outre, les prévisions d'Emploi-Québec indiquent une croissance de la population active et une baisse du taux de chômage d'ici 2020 dans la région métropolitaine de Montréal.<sup>2</sup>

<sup>1</sup>. EMPLOI-QUÉBEC, *Les chiffres clés de l'emploi au Québec, édition 2011*

<sup>2</sup>. EMPLOI-QUÉBEC, *Le marché du travail au Québec - Perspectives à long terme 2011 - 2020, novembre 2011*

## SITUATION ÉCONOMIQUE

### Les conditions de vie

Un des indicateurs les plus utilisés pour mesurer les conditions de vie des habitants d'un territoire est le revenu personnel par habitant. En 2009, le revenu personnel des Lavallois se compare avantageusement à la moyenne nationale.

#### Revenu personnel par habitant (2009)

Laval		île de Montréal		ensemble du Québec	
2009	var.moy.3ans	2009	var.moy.3ans	2009	var.moy.3ans
34 468 \$	2,0 %	35 335 \$	2,9 %	33 623 \$	2,7 %

Note(s): Le revenu personnel par habitant est obtenu en divisant la somme de tous les revenus reçus par les particuliers et les entreprises individuelles résidant dans une région donnée par la population totale de cette région

Données révisées le 15 août 2011

Source(s): Institut de la statistique du Québec

### La structure économique

Le tableau suivant donne la répartition des emplois par secteur d'activité en 2010 à Laval.

#### Nombre d'emplois par secteur en 2010 - Laval

Catégories	Emplois en milliers	Variation 3 ans
<b>Secteur de la production de biens</b>	<b>38</b>	<b>-9,7 %</b>
Fabrication	26	-13,2 %
Construction	10	7,3 %
Autres biens	2	-45,0 %
<b>Secteur des services</b>	<b>164</b>	<b>2,0 %</b>
Commerce	33	-30,8 %
Soins de santé et assistance sociale	28	23,8 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	23	40,1 %
Finance, assurances, immobilier et location	17	16,2 %
Information, culture et loisirs	7	-5,3 %
Services d'enseignement	12	-19,8 %
Administrations publiques	9	-4,5 %
Transport et entreposage	8	-11,0 %
Hébergement et restauration	10	14,3 %
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	8	-28,9 %
Autres services	9	-2,3 %
<b>Total</b>	<b>202</b>	<b>-0,2 %</b>

Source(s): Institut de la statistique du Québec

Le nombre ainsi que la répartition des emplois démontrent que Laval bénéficie d'une structure économique saine, dynamique et diversifiée. L'économie québécoise est dominée par le secteur tertiaire et Laval fait partie des régions où cette sectorisation des emplois est la plus avancée avec 81,0 % du total des emplois en 2010.



## SITUATION ÉCONOMIQUE

### Le produit intérieur brut

Le produit intérieur brut (PIB), qui équivaut à l'ensemble des biens et services produits dans le territoire au cours d'une année a atteint plus de 12 milliards en 2010 pour le territoire de Laval. Ce qui constitue plus de 4,1 % du PIB du Québec, part en progression depuis 10 ans.

#### Produit intérieur brut aux prix de base (2010)

Laval		île de Montréal		ensemble du Québec	
M\$	var.moy. 10 ans	M\$	var.moy. 10 ans	M\$	var.moy. 10 ans
12 379 \$	5,0 %	102 986 \$	2,9 %	298 862 \$	3,6 %

Note(s): Estimation provisoire. Variation moyenne annuelle composée

Source(s): Institut de la statistique du Québec

Laval représente également l'une des régions du Québec avec la plus forte croissance annuelle de son PIB au cours des dix dernières années. En effet, Laval est l'une des rares régions à afficher un taux de croissance moyen du PIB supérieur à 5 % au cours des 10 dernières années.

### Les permis de construction

Les tableaux suivants présentent le nombre ainsi que la valeur des permis de construction, pour la dernière année complète disponible, soit 2010.

#### Nombre de permis de construction par secteur en 2010 - Laval

Secteurs	Nouveaux permis	Améliorations	Total
Résidentiel	1 201	1 508	2 709
Commercial	17	248	265
Industriel	9	43	52
Institutionnel	6	67	73
<b>Total</b>	<b>1 233</b>	<b>1 866</b>	<b>3 099</b>

Source(s): Ville de Laval, Service de l'urbanisme

#### Valeur des permis de construction par secteur en 2010 en milliers de dollars - Laval

Secteurs	Nouveaux permis	Améliorations	Total
Résidentiel	612 901 \$	36 468 \$	649 369 \$
Commercial	22 880 \$	54 188 \$	77 068 \$
Industriel	17 850 \$	27 765 \$	45 615 \$
Institutionnel	9 987 \$	46 968 \$	56 955 \$
<b>Total</b>	<b>663 618 \$</b>	<b>165 389 \$</b>	<b>829 007 \$</b>

Source(s): Ville de Laval, Service de l'urbanisme

## SITUATION ÉCONOMIQUE

Depuis le début de l'année 2011 (1er janvier au 30 novembre), le secteur de la construction résidentielle sur le territoire de la Ville de Laval connaît une croissance soutenue. La Ville a émis 940 permis de construction pour de nouvelles habitations, totalisant 2 282 nouveaux logements. La valeur déclarée pour ces nouvelles résidences atteint 531 millions de dollars.

Par ailleurs, au cours des onze premiers mois de 2011, le Service de l'urbanisme a émis un total de 2 847 permis de construction (nouvelle et amélioration), tous secteurs confondus. La valeur déclarée globale pour l'ensemble de ces permis de construction s'élève à plus de 720 millions de dollars.

En fait, on peut noter une nette croissance de la valeur des permis, tous secteurs confondus, depuis 2000, tant au niveau des nouveaux permis que des améliorations, telle qu'illustrée par le tableau suivant.

**Évolution de la valeur des permis de construction en milliers de dollars - Laval**

<b>Année</b>	<b>Nouveaux permis</b>	<b>Améliorations</b>	<b>Total</b>
2001	323 701 \$	130 298 \$	453 999 \$
2002	377 566 \$	81 076 \$	458 642 \$
2003	493 419 \$	97 915 \$	591 334 \$
2004	676 268 \$	110 632 \$	786 900 \$
2005	702 244 \$	92 116 \$	794 360 \$
2006	626 581 \$	126 786 \$	753 367 \$
2007	767 290 \$	199 351 \$	966 641 \$
2008	808 105 \$	196 299 \$	1 004 404 \$
2009	625 811 \$	203 154 \$	828 965 \$
2010	663 618 \$	165 389 \$	829 007 \$
<b>Variation 2001-2010</b>	<b>105,0 %</b>	<b>26,9 %</b>	<b>82,6 %</b>
2011*	595 591\$	125 311\$	720 902\$

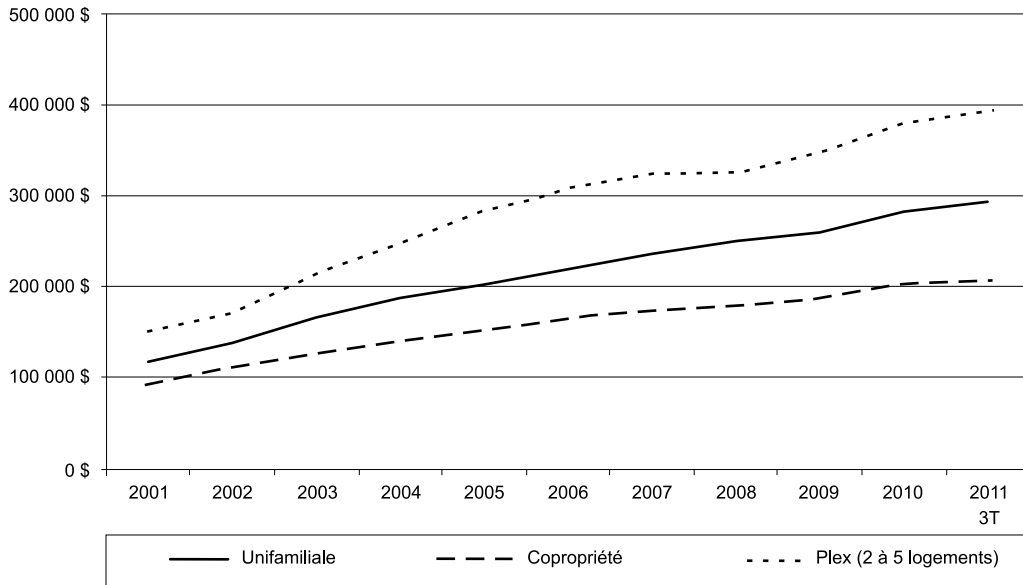
Notes(s): \* Du 1er janvier au 30 novembre 2011  
Source(s): Ville de Laval, Service de l'urbanisme

# SITUATION ÉCONOMIQUE

## Le marché de la revente

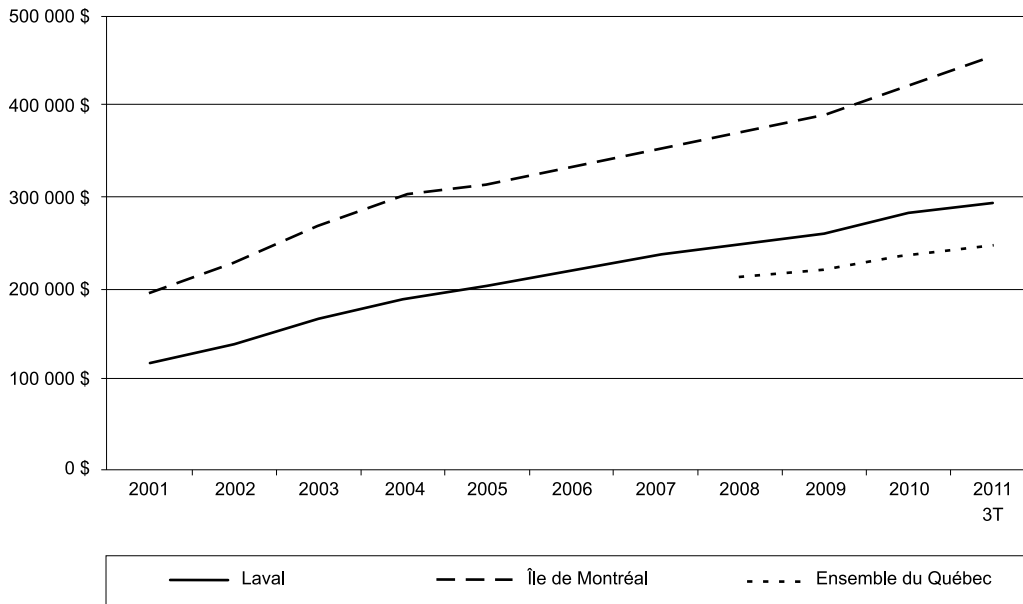
Parallèlement, le marché de la revente demeure en progression mais compétitif, avec des prix inférieurs à ceux de l'île de Montréal.

### Marché de la revente, prix moyen (Laval)



Note(s): Information pour 2011 en date du troisième trimestre  
Sources: Chambre immobilière du Grand Montréal et FCIQ

### Marché de la revente, prix moyen (unifamiliale)



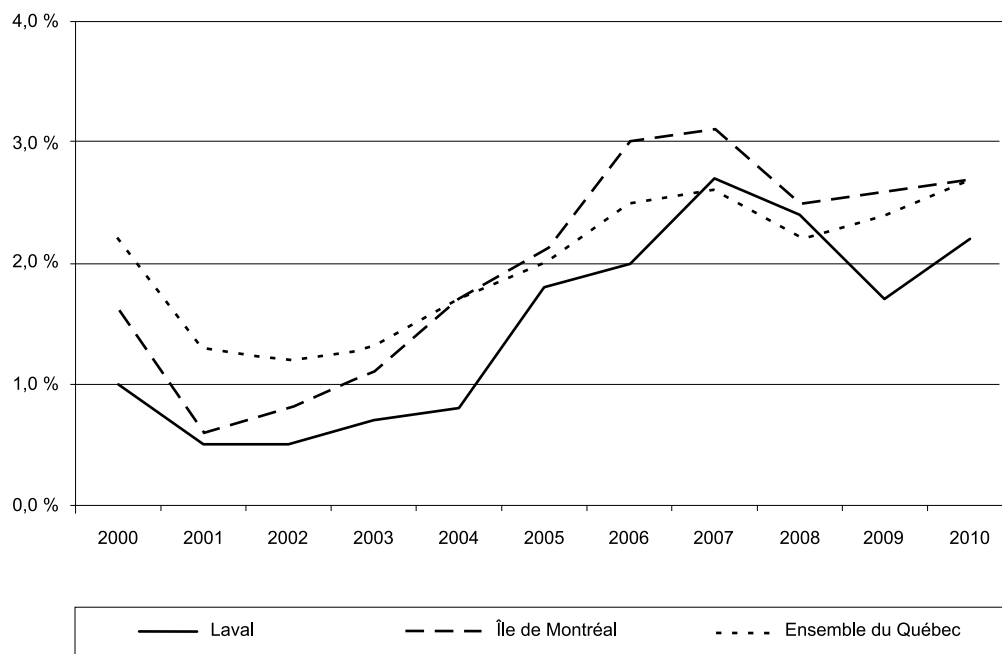
Note(s): Information pour 2011 en date du troisième trimestre  
Données pour l'ensemble du Québec non disponibles pour les années antérieures à 2008  
Source(s): Chambre immobilière du Grand Montréal et FCIQ

## SITUATION ÉCONOMIQUE

### Les conditions sur le marché locatif

Depuis l'an 2000, bien que suivant les cycles généraux, le taux d'inoccupation des logements locatifs à Laval se maintient constamment sous celui de l'île de Montréal, et la plupart du temps sous le taux provincial.

Évolution du taux d'inoccupation des logements locatifs  
2000 à 2010



Source(s): SCHL

## SITUATION ÉCONOMIQUE

### Les investissements

Les investissements sur le territoire de Laval ont atteint une valeur de plus de 1 milliard de dollars en 2010. Les secteurs résidentiel et industriel continuent années après années à représenter une part importante du total.

Malgré le contexte économique difficile de 2010, soulignons la performance effectuée par les acteurs des secteurs résidentiel et commercial afin de récupérer une partie importante du repli enregistré en 2009 dans ces secteurs.

#### Les investissements par secteur en 2009 et en 2010 en milliers de dollars - Laval

Secteurs	2009	2010	Variation
Industriel	422 648 \$	417 373 \$	-1 %
Commercial	59 381 \$	115 368 \$	94 %
Institutionnel	438 030 \$	168 294 \$	-62 %
Résidentiel	589 132 \$	649 369 \$	10 %
<b>Total</b>	<b>1 509 191 \$</b>	<b>1 350 404 \$</b>	<b>-11 %</b>

Source(s): Laval Technopole

La croissance annuelle moyenne des investissements a été équivalente à 3,5 % depuis 2000.

#### Évolution des investissements par secteur en milliers de dollars - Laval

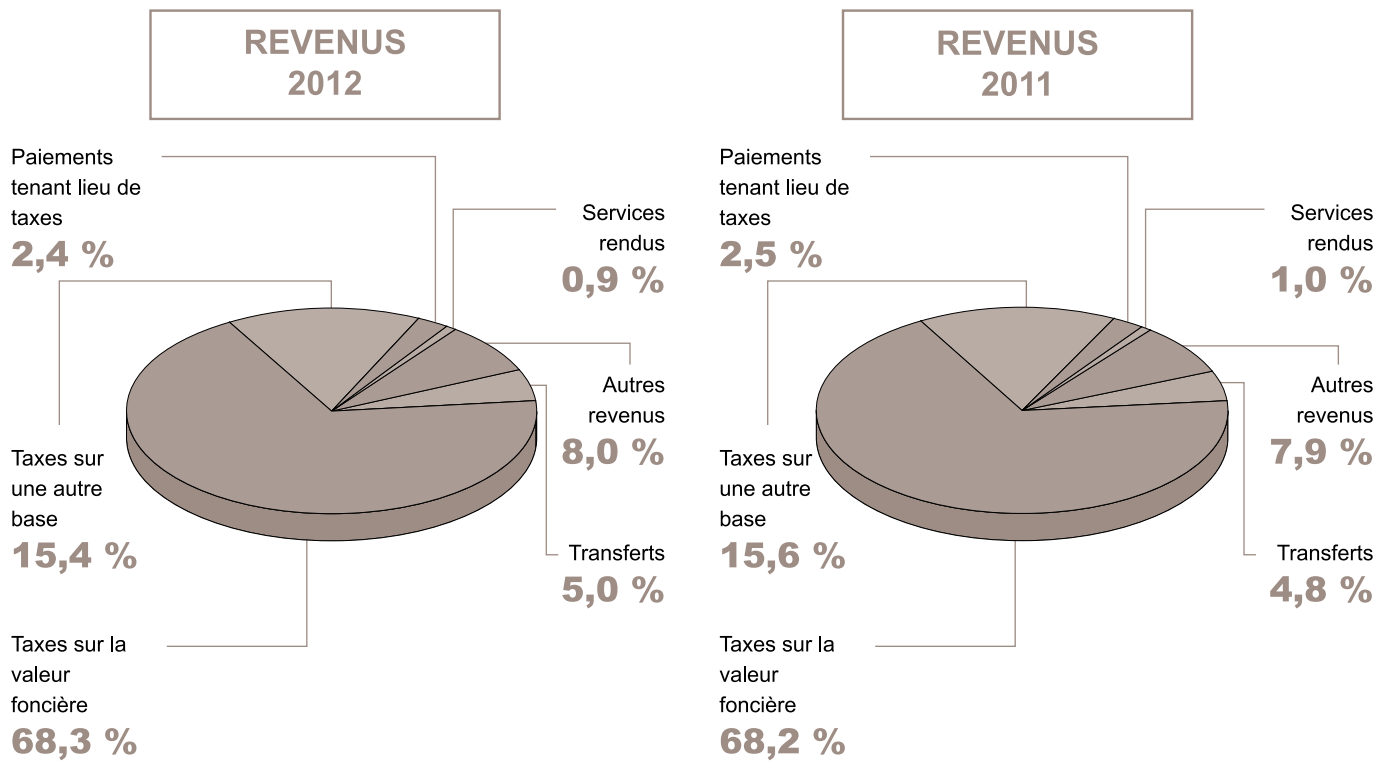
Année	Résidentiel	Commercial	Industriel	Institutionnel	Total
2001	238 091 \$	112 489 \$	487 162 \$	96 626 \$	934 368 \$
2002	297 174 \$	124 100 \$	540 310 \$	163 700 \$	1 125 284 \$
2003	392 428 \$	195 576 \$	423 065 \$	229 328 \$	1 240 397 \$
2004	594 909 \$	82 865 \$	496 603 \$	225 785 \$	1 400 162 \$
2005	622 878 \$	147 309 \$	611 007 \$	185 533 \$	1 566 727 \$
2006	518 207 \$	149 614 \$	556 286 \$	256 084 \$	1 480 191 \$
2007	631 442 \$	160 691 \$	624 578 \$	95 751 \$	1 512 462 \$
2008	746 549 \$	164 413 \$	676 271 \$	114 866 \$	1 702 099 \$
2009	589 132 \$	59 381 \$	422 648 \$	438 030 \$	1 509 191 \$
2010	649 369 \$	115 368 \$	417 373 \$	168 294 \$	1 350 404 \$
<b>Variations 2001-2010</b>	<b>172,7 %</b>	<b>2,6 %</b>	<b>-14,3 %</b>	<b>74,2 %</b>	<b>44,5 %</b>

Source(s): Laval Technopole

---

**STATISTIQUES**

## STATISTIQUES - ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT



**2012**

(,000 \$)

492 255  
111 213  
17 318  
6 798  
57 440  
36 276

### **REVENUS**

Taxes sur la valeur foncière  
Taxes sur une autre base  
Paiements tenant lieu de taxes  
Services rendus  
Autres revenus  
Transferts

**2011**

Reclassé

(,000 \$)

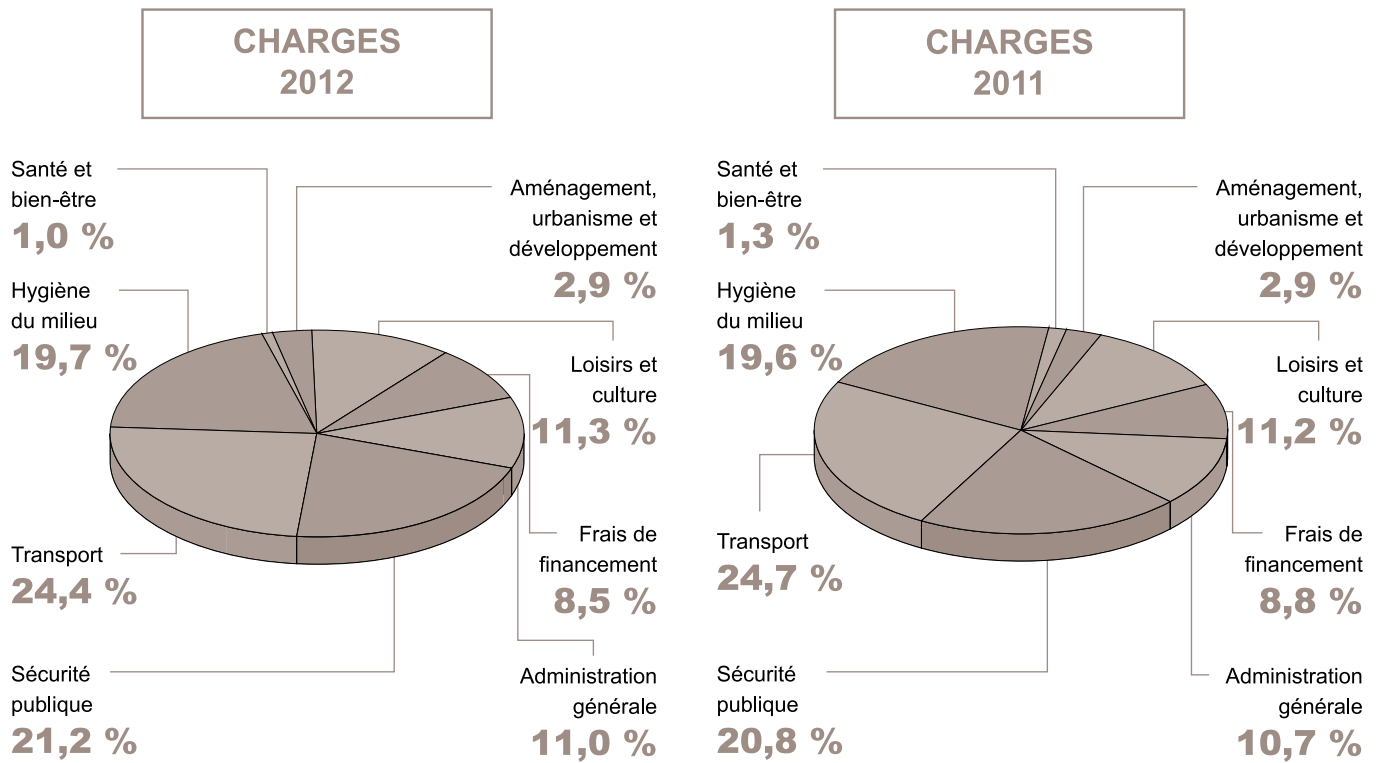
471 259  
107 580  
17 039  
6 760  
54 529  
33 533

**721 300**

**TOTAL DES REVENUS**

**690 700**

## STATISTIQUES - ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT



<u>2012</u>	<u>CHARGES</u>	<u>2011</u>
(,000 \$)		Reclassé (,000 \$)
79 824	Administration générale	74 725
153 637	Sécurité publique	145 270
176 588	Transport	172 377
142 469	Hygiène du milieu	137 111
7 472	Santé et bien-être	9 427
20 825	Aménagement, urbanisme et développement	20 266
81 616	Loisirs et culture	78 507
61 025	Frais de financement	61 518
<b>723 456</b>	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>699 201</b>
<b>(2 156)</b>	Éléments de conciliation à des fins fiscales	<b>(8 501)</b>
<b>721 300</b>	<b>TOTAL</b>	<b>690 700</b>



---

## STATISTIQUES

---

### TAUX DE TAXATION ET DE TARIFICATION

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
• Taux de la taxe foncière générale par 100\$ d'évaluation municipale (régime des taux variés)				
Taux de base	0,841 \$	0,874 \$	0,915 \$	0,955 \$
Immeubles de 6 logements et plus	0,959 \$	0,980 \$	1,007 \$	1,035 \$
Immeubles non résidentiels	3,247 \$	3,302 \$	3,355 \$	3,444 \$
Terrains vagues desservis	1,682 \$	1,748 \$	1,830 \$	1,910 \$
• Terrains vagues non desservis par 100 \$ d'évaluation municipale	0,421 \$			
• Taux de la taxe foncière spéciale infrastructures d'eau potable et usée par 100 \$ d'évaluation municipale				
Taux de base	0,038 \$	0,038 \$	0,038 \$	0,038 \$
Immeubles de 6 logements et plus	0,039 \$	0,039 \$	0,039 \$	0,039 \$
Immeubles non résidentiels	0,111 \$	0,111 \$	0,111 \$	0,111 \$
Terrains vagues desservis	0,076 \$	0,076 \$	0,076 \$	0,076 \$
• Taux de la taxe des services de l'eau				
Par logement et local	279 \$	279 \$	279 \$	279 \$
Par piscine creusée	55 \$	55 \$	55 \$	55 \$
Par piscine hors-terre	35 \$	35 \$	35 \$	35 \$
Terrains non exploités (Par 92,9 mètres carrés) min.: 40 \$   max.: 550 \$	2,50 \$	2,50 \$	2,50 \$	2,50 \$
Eau au compteur (par mètre cube)	0,5580 \$	0,4650 \$	0,4003\$	0,4003 \$
• Tarification du transport régional				
Par logement	45 \$	45 \$	45 \$	45 \$
Par local au mètre carré (minimum 70 \$)	1,51 \$	1,51 \$	1,51 \$	1,51 \$
Terrains non exploités (Par 92,9 mètres carrés) min.: 40 \$   max.: 740 \$	2,15 \$	2,15 \$	2,15 \$	2,15 \$
• Tarifications particulières				
Contrôle biologique des moustiques				
1 logement ou 1 local	30 \$	30 \$	30 \$	30 \$
Plus d'un logement	60 \$	60 \$	60 \$	60 \$
Golf	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$
Disposition de la neige				
1 logement	206 \$	202 \$	200 \$	150 \$
Plus d'un logement et condominium	106 \$/log	104 \$/log	103 \$/log	103 \$/log
Mixte et non-résidentiel - au local	242 \$/local	238 \$/local	235 \$/local	215 \$/local
- au mètre linéaire	23,68 \$	23,25 \$	23,00 \$	21,00 \$

---

---

## STATISTIQUES

---

### ÉVOLUTION DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT (,000 \$)

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Taxes	603 468	578 839	555 810	534 457
Paiements tenant lieu de taxes	17 318	17 039	16 577	16 542
Services rendus	6 798	6 760	6 842	6 581
Impositions de droits	27 892	24 274	23 404	23 954
Amendes et pénalités	17 500	17 000	15 600	15 300
Intérêts	6 768	6 854	5 384	8 200
Autres revenus	5 280	6 401	5 950	5 465
Transferts	36 276	33 533	32 123	30 601
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>721 300</b>	<b>690 700</b>	<b>661 690</b>	<b>641 100</b>

---

### ÉVALUATION FONCIÈRE (,000 \$)

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Résiduelle	29 922 866	27 884 506	25 790 311	24 098 733
6 logements et plus	2 221 804	2 107 922	1 984 798	1 811 782
Terrains vagues	571 604	550 222	516 220	445 044
Non-résidentiel	4 921 330	4 607 003	4 274 600	4 061 133
Industriel	796 284	743 043	718 784	625 275
<b>ÉVALUATION IMPOSABLE ESTIMÉE POUR FIN DE TAXATION (*)</b>	<b>38 433 888</b>	<b>35 892 696</b>	<b>33 284 713</b>	<b>31 041 967</b>

---

(\*) Après étalement des valeurs.

---

---

## STATISTIQUES

---

### EFFECTIFS

(Équivalence personnes / année de l'ensemble des employés permanents ou temporaires)

	<b>Budget</b>			
	<b><u>2012</u></b>	<b><u>2011</u></b>	<b><u>2010</u></b>	<b><u>2009</u></b>
Maire et conseillers	22	22	22	22
Direction	51	47	46	46
Cadres	298	295	282	282
Professionnels et administratifs	214	196	194	188
Employés de bureau	832	818	818	840
Personnel récréatif et culturel	203	203	200	197
Manuels	603	590	581	566
Brigadiers	31	30	29	31
Policiers	530	516	507	507
Pompiers	262	247	246	246
	<b><u>3 046</u></b>	<b><u>2 964</u></b>	<b><u>2 925</u></b>	<b><u>2 925</u></b>

---

### POPULATION

	<b><u>2012</u></b>	<b><u>2011</u></b>	<b><u>2010</u></b>	<b><u>2009</u></b>
Population (nombre estimé)	<b><u>408 600</u></b>	<b><u>403 600</u></b>	<b><u>398 667</u></b>	<b><u>391 141</u></b>

---

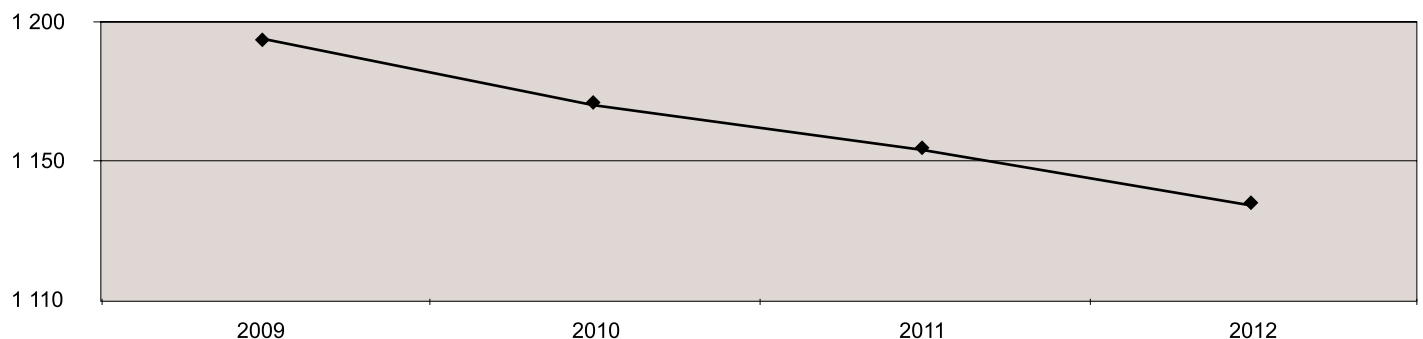
## STATISTIQUES

### ENDETTEMENT NET À LONG TERME À L'ENSEMBLE DES CITOYENS

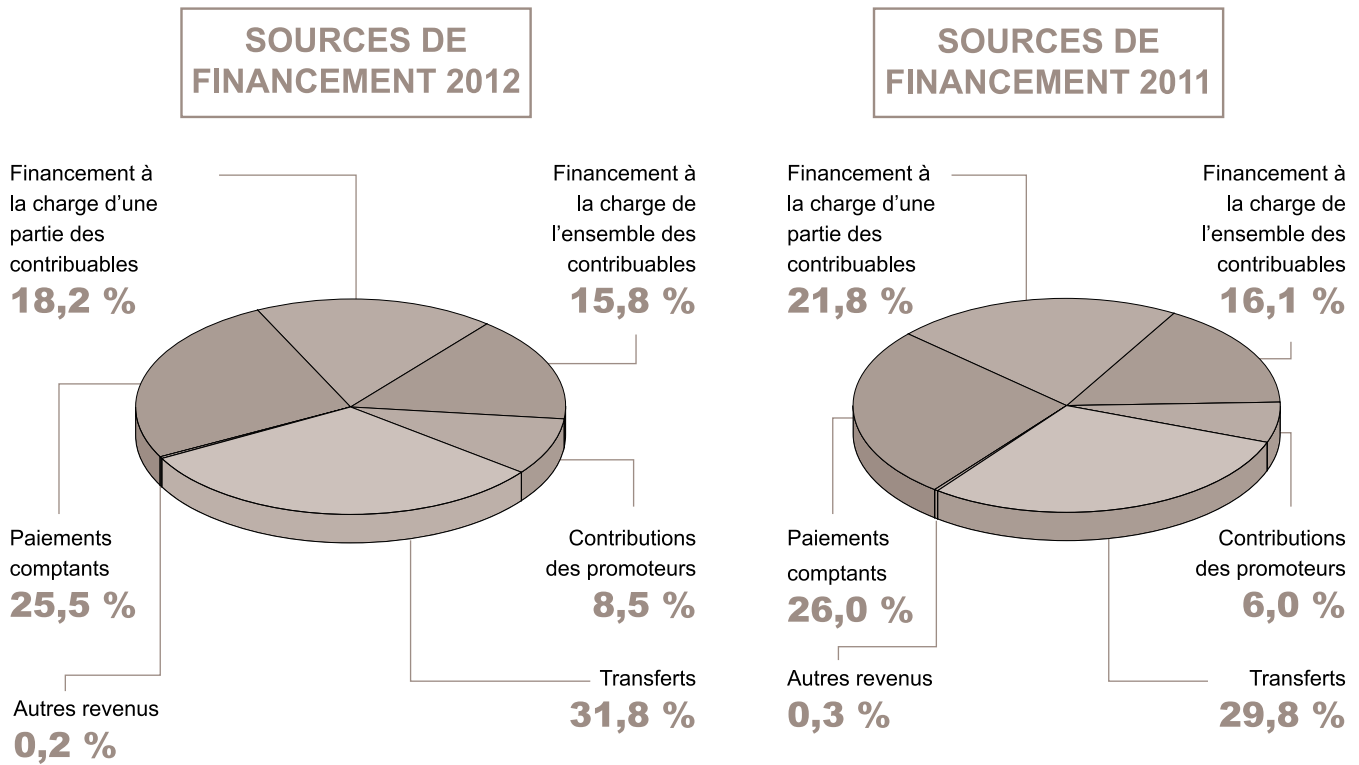
	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Dette à long terme</b> (,000 \$)	<b>Projeté</b>	<b>Projeté</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>
Obligations, billets et autres dettes	694 760	686 221	680 325	674 397
<b>Moins:</b>				
Montants accumulés dans divers fonds	(22 144)	(15 642)	(24 131)	(26 496)
Surplus réservés - remboursement dette	(3 538)	(6 454)	(8 074)	(5 141)
Montants non utilisés d'emprunts à long terme	(3 062)	(3 062)	(5 562)	(5 904)
Montants à recouvrer du gouv. du Québec	(32 487)	(19 981)	(24 613)	(26 298)
	633 529	641 082	617 945	610 558
<b>Dépenses nettes à financer à long terme</b>	<b>258 552</b>	<b>196 805</b>	<b>145 886</b>	<b>145 222</b>
	892 081	837 887	763 831	755 780
<b>Moins:</b>				
Montant recouvrable par les taxes de secteur	(372 265)	(314 871)	(240 538)	(229 767)
Récupération potentielle du déficit actuariel en vertu de la loi (1)	(54 240)	(54 240)	(53 137)	(50 982)
Récupération - autres	(3 450)	(3 750)	(4 050)	(7 884)
<b>Endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens</b>	<b>462 126</b>	<b>465 026</b>	<b>466 106</b>	<b>467 147</b>
<b>Dette per capita</b>	<b>1 131</b>	<b>1 152</b>	<b>1 169</b>	<b>1 194</b>

(1) Ces montants seront récupérés à même les surplus futurs du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval.

### Évolution de la dette per capita



# STATISTIQUES - PROGRAMME D'INVESTISSEMENT



**2012**

**2011**

## SOURCES DE FINANCEMENT

(,000 \$)

(,000 \$)

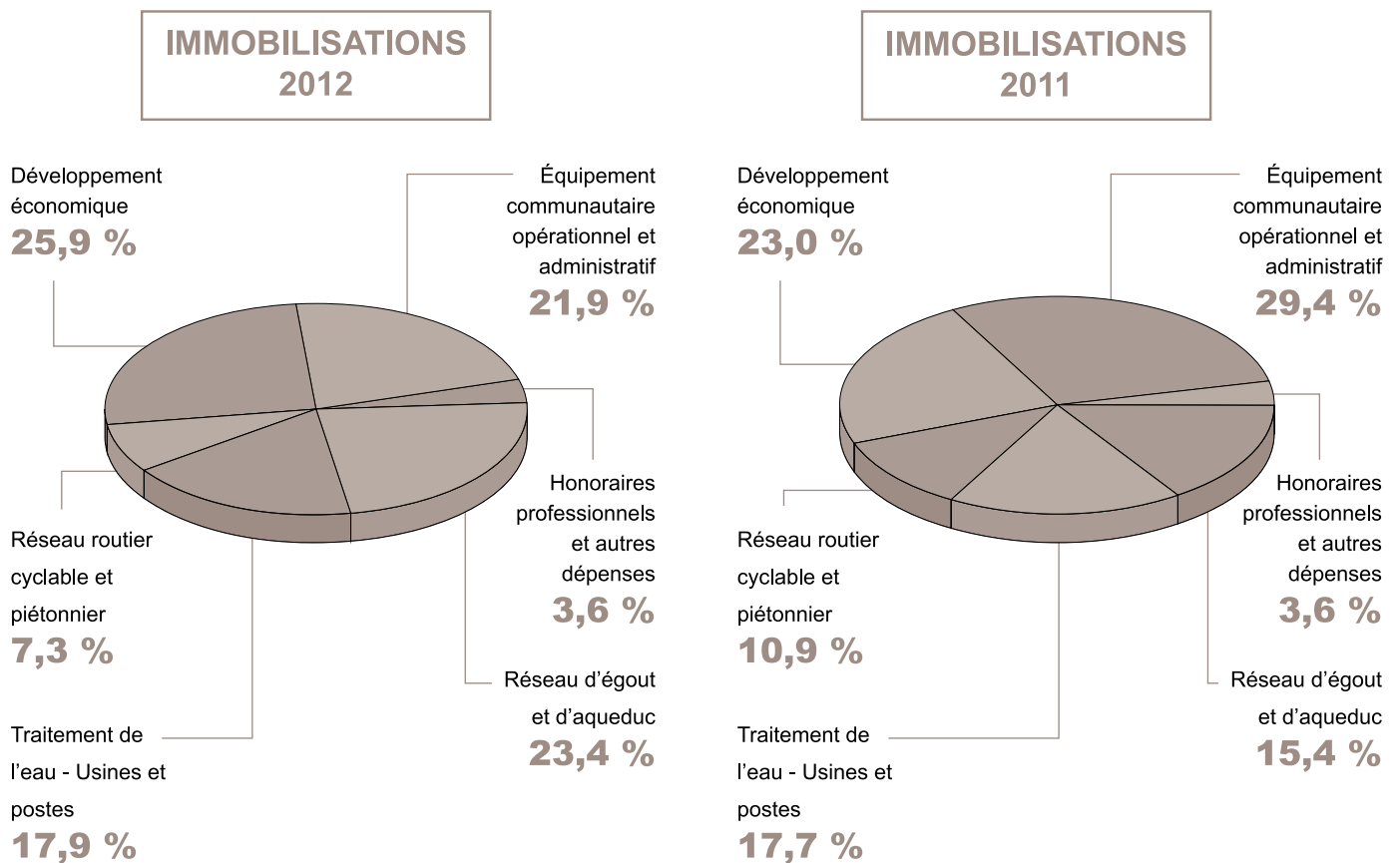
31 642	Contributions des promoteurs	23 270
117 925	Transferts	115 219
603	Autres revenus	1 136
94 764	Paiements comptants	100 681
67 377	Financement à la charge d'une partie des contribuables	84 130
58 466	Financement à la charge de l'ensemble des contribuables	62 267

**370 777**

**TOTAL**

**386 703**

# STATISTIQUES - PROGRAMME D'INVESTISSEMENT



**2012**

**2011**

## **IMMOBILISATIONS**

(,000 \$)

(,000 \$)

86 651	Réseau d'égout et d'aqueduc	59 557
66 228	Traitement de l'eau - Usines et postes	68 352
27 069	Réseau routier cyclable et piétonnier	42 065
96 159	Développement économique	89 213
81 305	Équipement communautaire opérationnel et administratif	113 729
13 365	Honoraires professionnels et autres dépenses	13 787

**370 777**

**TOTAL**

**386 703**



---

**BUDGET ET PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**





### Budget

#### Le contexte

Le budget 2012 a été élaboré dans un contexte de reprise économique faible et les prochains mois connaîtront aussi une croissance lente. Selon diverses études économiques publiées à l'automne 2011 pour le Québec, le taux d'inflation prévu se situe à 3,0 % pour 2011 et à 2,3 % pour 2012. Selon Desjardins étude économique, le Québec a amorcé l'année 2011 avec brio mais le portrait s'est assombri et les prévisions pointent vers une croissance économique faible mais positive pour le reste de l'année. Cet environnement économique commande des conditions monétaires souples, ainsi la Banque du Canada ne prévoit pas bouger ses taux d'intérêt avant le milieu de l'année 2013.

À cause de ce contexte, la croissance urbaine pour 2012 sera moindre que celle enregistrée au cours des années précédentes. Si cette croissance augmente les revenus de la Ville elle entraîne également des augmentations de dépenses en raison de la hausse du volume de services que la municipalité doit fournir dans tous les domaines: gestion des déchets, sécurité incendie, services policiers, eau potable, entretien des rues, déneigement, traitement des eaux usées, loisirs, bibliothèques, etc. Dans le contexte économique actuel, des efforts importants ont été et continueront d'être déployés afin d'exercer des contrôles serrés sur l'augmentation des coûts tout en maintenant le même niveau de services.

Plusieurs éléments contribueront à alourdir le fardeau fiscal des ménages : la seconde hausse de 1 % en deux ans de la taxe de vente du Québec (TVQ), l'indexation des tarifs, etc. Ces éléments auront un impact sur la consommation des biens et services et le marché de l'immobilier résidentiel.

Avec le projet ÉvoluCité nous avons entrepris une démarche d'urbanisme durable favorisant le développement de secteurs plus compacts et multifonctionnels, la vie de quartier et le commerce de proximité tout en étant respectueuse de l'environnement. Nous croyons qu'une prospérité future durable doit passer par un équilibre entre la richesse matérielle et la protection du milieu. Ainsi, au cours des dernières années plusieurs programmes environnementaux ont été mis de l'avant : subventions environnementales (toilettes à faible débit, composteurs domestiques, barils récupérateurs d'eau de pluie), réduction des ilots de chaleurs et des gaz à effet de serre, préservation des milieux naturels, etc. Toutes ces mesures s'ajoutent à celles favorisant l'utilisation du transport en commun et les déplacements actifs. L'aménagement urbain et la protection de l'environnement étant au coeur de nos préoccupations, nos efforts continueront d'être déployés en 2012 afin de maintenir et d'améliorer la qualité de notre environnement.

Le budget comparatif 2011 a été reclassé afin de tenir compte de diverses modifications de présentation.

---

## ORIENTATION BUDGÉTAIRE

---

### Sommaire du budget

#### Les dépenses et autres activités de fonctionnement

Le budget 2012 des activités de fonctionnement s'établit à 721,3 M\$ comparativement à 690,7 M\$. Le budget est donc en hausse de 30,6 M\$ soit 4,4 %.

Les principales composantes de cette croissance budgétaire se résument comme suit :

	M \$	%
1. Hausse des coûts et indexation de la rémunération	9,2	1,3
2. Hausse de coût du régime de retraite	6,0	0,9
3. Ajouts et améliorations de services	4,6	0,7
4. Affectations aux paiements comptants des infrastructures	4,6	0,7
5. Impact de la croissance urbaine	2,4	0,3
6. Service de la dette	(1,5)	(0,2)
7. Mesures gouvernementales	3,3	0,5
8. Modifications des processus d'affaire et équilibre budgétaire	2,0	0,2

Près de 50 % de la croissance du budget, soit 15,2 M\$ ou 2,2 % du budget précédent, est due à la hausse des coûts des biens et services et à l'indexation de la rémunération et des avantages sociaux. Les affectations aux paiements comptants des infrastructures augmentent de 4,6 M\$ soit 15 % de la hausse. Ce montant inclut 1,6 M\$ provenant de la nouvelle taxe sur les terrains vagues non desservis et 2,9 M\$ de la nouvelle tarification ajoutée au permis de raccordement. Les ajouts et améliorations de services comptent pour 15,0 % de l'augmentation, alors que la croissance urbaine compte pour plus de 7,8 %. L'impact des nouvelles mesures gouvernementales font augmenter le budget de 3,3 M\$ incluant la nouvelle hausse de 1 % de la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, qui représente 1,4 M\$, soit près de 5,0 % de la hausse du budget.

Parmi les ajouts et améliorations de services, soulignons plus particulièrement la suite du déploiement du Service des achats et de la gestion contractuelle (1,0 M\$), la création d'un bureau des grands projets (0,6 M\$), le projet ÉvoluCité (0,4 M\$), l'ajout de 19 policiers (1,3 M\$), la collecte de matières recyclables auprès de 3 000 industries, commerces et institutions (0,3 M\$) et la programmation culturelle de la Place Claude-Léveillé.

## ORIENTATION BUDGÉTAIRE

### Les revenus

Au chapitre des revenus, la lente remontée des activités du développement urbain et du marché immobilier permettent un budget qui respecte la capacité de payer des contribuables en limitant la croissance du compte de taxes foncières moyen sous le taux d'inflation prévu.

Au cours des dernières années, les valeurs des propriétés résidentielles ont connu une hausse importante compte tenu de la vigueur du marché immobilier. Cette hausse de valeur est reflétée dans le rôle triennal d'évaluation qui est entré en vigueur en 2010. La Ville de Laval réduit, comme par le passé, ses taux de taxes afin de minimiser les effets sur le compte de taxe des contribuables lavallois.

La baisse du taux de taxes nécessaire pour contrer les augmentations de valeurs foncières minimise les nouveaux revenus générés par la croissance urbaine. Les taux de la **taxe foncière générale** sont ajustés à la baisse, comme le montre le tableau qui suit :

Catégories	Taux 2012	Taux 2011	Variation \$	Variation %
Résiduelle (taux de base)	0,841	0,874	(0,033)	(3,78 % )
Immeubles de 6 logements et plus	0,959	0,980	(0,021)	(2,14 % )
Immeubles non résidentiels	3,247	3,302	(0,055)	(1,67 % )
Terrains vagues desservis	1,682	1,748	(0,066)	(3,78 % )

La tarification du transport régional et la taxe sur le remembrement agricole ainsi que la taxe pour les services de l'eau demeurent inchangés. La tarification pour la disposition de la neige est indexée selon l'indice des prix à la consommation au 30 juin 2011. Le remboursement de taxe d'eau pour les personnes âgées à faible revenu est maintenu à 200 \$ et à 100 \$ pour les autres. Les tarifications aux usagers de différents services et activités municipales sont indexées considérant que certaines n'avaient pas été ajustées depuis 2005.

Une nouvelle taxe sur les terrains vagues non desservis au taux de 42,1¢ du 100 \$ d'évaluation permet d'ajouter 1,6 M\$ à la réserve pour le développement urbain de projets structurants.

Une tarification sera ajoutée aux permis de raccordement afin de pourvoir au financement d'ouvrages de correction des débordements du réseau d'égout reliés au développement, au taux de 1 000 \$ par logement et 9 \$ / m.c. pour les bâtiments commerciaux, permettant de transférer 2,9 M\$ à la réserve pour la gestion de l'eau.

Afin de supporter la réfection des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, la taxe spéciale est maintenue aux mêmes taux qu'en 2011 et ces taux varient de 3,8 ¢ du 100 \$ d'évaluation pour les immeubles de moins de six logements à 11,1 ¢ pour les immeubles non résidentiels. Les revenus de cette taxe sont estimés à 19,3 M\$ et sont affectés à une réserve créée à cette fin.

---

## **ORIENTATION BUDGÉTAIRE**

---

L'augmentation de la charge fiscale moyenne pour les résidences unifamiliales est de 1,54 %. La hausse moyenne du secteur résidentiel est de 1,36 % et celle du non résidentiel est de 2,25 %. Plus de 71 % des contribuables auront une augmentation moindre ou égale à l'inflation moyenne prévue de 2,3 %.

Les nouveaux immeubles inscrits au rôle d'évaluation augmentent les revenus de la taxe foncière générale de 10,4 M\$ et ceux des autres taxes ou tarifs (eau, assainissement, disposition de la neige) de 2,0 M\$.

Le soutien au développement industriel se traduit par une dépense fiscale estimée à 2,8 M\$ en crédits de taxes temporaires aux investissements industriels dans des secteurs désignés. Des crédits de droits de mutation et de taxes foncières d'environ 3,0 M\$ sont prévus dans le secteur résidentiel pour la rénovation des anciens quartiers et pour y favoriser l'installation de jeunes familles. Des crédits de 1,5 M\$ sont également prévus au programme de relocalisation et de revitalisation dans le cadre de la mise en œuvre du programme particulier d'urbanisme du secteur de la station métro Concorde. L'aide financière accordée au campus universitaire afin de promouvoir l'enseignement supérieur sur le territoire lavallois sera de 1,4 M\$ en 2012.

### **Les virements et les affectations**

Les virements aux réserves financières pour le renouvellement des infrastructures d'eaux potables et d'eaux usées, pour les projets structurants et la réfection des infrastructures et pour les honoraires professionnels augmentent de 3,8 M\$.

Les virements au fonds réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques et relatif aux droits payables par les exploitants de carrières ou sablières sont évalués à 2,1 M\$.

Une affectation de surplus de 3,0 M\$ contribue à l'équilibre budgétaire et permet entre autre de rembourser une partie des droits de mutation aux jeunes familles qui achètent des maisons dans les anciens quartiers (1,7 M\$), les crédits de taxes à la rénovation et à la construction dans ces quartiers (1,3 M\$).

### Programme d'investissement

#### Le contexte

Comme nous l'avons fait depuis plusieurs années, nous entendons poursuivre en 2012 notre politique de maintien du contrôle serré de la dette, ce qui se traduit à terme par une diminution de la dette à l'ensemble des citoyens.

Les réserves financières créées au cours des dernières années nous permettent des paiements comptants additionnels. Cette injection de fonds, combinée à notre politique d'investissement, assure un rythme adéquat de renouvellement de nos principales infrastructures, permettant à la Ville de Laval d'augmenter, année après année, son pouvoir d'attraction auprès des familles et des entreprises.

Une telle stratégie de gestion des investissements permet également à la Ville de Laval de réduire la pression exercée par le service de la dette sur les budgets à venir.

#### Faits saillants du programme triennal d'investissement

Les investissements pour 2012 totalisent 390,6 M\$, incluant un montant de 19,8 M\$ pour des contributions à des organismes.

Les principaux investissements pour l'année 2012 sont les suivants :

- La mise en place d'infrastructures qui contribueront au développement des secteurs résidentiels, commerciaux et industriels : 96,2 M\$
- La réfection des infrastructures existantes : 180,2 M\$
- L'amélioration et le prolongement du réseau routier : 11,8 M\$
- L'aménagement de parcs, d'espaces communautaires et l'acquisition d'espaces verts : 26,7 M\$
- La construction d'un amphithéâtre sportif et culture : 10,0 M\$
- La construction de la caserne de pompiers numéro deux : 4,1 M\$
- La participation financière à des mesures d'atténuation du bruit : 6,1 M\$
- La contribution financière à la construction d'un complexe aquatique : 6,2 M\$

La vitalité du développement économique de Ville de Laval maintient un rythme de croissance enviable tel qu'en fait foi les investissements de 96,2 M\$ en 2012. Ces travaux entraîneront peu de charge à l'ensemble des contribuables puisqu'ils seront majoritairement payés par les promoteurs de ces différents projets. Ces travaux concernent la construction ou le prolongement de nouvelles rues dans différents secteurs de la Ville.

---

## ORIENTATION BUDGÉTAIRE

---

Un des enjeux majeurs pour les prochaines années concerne l'entretien et la réfection des infrastructures vieillissantes. La Ville prévoit, entre autres, investir 79,2 M\$ pour la réhabilitation des infrastructures sur différentes rues et boulevards, 61,2 M\$ pour la rénovation des usines d'eau potable de Chomedey, Pont-Viau et Ste-Rose, 15,2 M\$ pour la réfection du réseau routier, cyclable et piétonnier et 7,9 M\$ pour la réfection des arénas et des autres bâtiments communautaires. La qualité de ces infrastructures influe sur la qualité de vie future de tous les citoyens. Cet enjeu est d'ailleurs reconnu par le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec qui ont mis en place divers programmes de subventions et de remises aux municipalités. Malgré la mise en place de ces programmes, les investissements requis au cours des prochaines années afin de maintenir en bon état nos infrastructures sont supérieurs à ces nouvelles sources de financement. De plus, la hausse prévue de la taxe de vente du Québec (TVQ) de 1% pour l'année 2012 entraînera une hausse additionnelle du coût de nos investissements de 2 M\$. Nous poursuivrons donc nos démarches pour convaincre nos différents partenaires de maintenir les programmes en place et d'assurer une source permanente et évolutive pour le financement de la réfection des infrastructures.

L'amélioration du réseau routier fait partie intégrante de nos préoccupations. Parmi les mesures d'atténuation du bruit, la construction d'un écran anti-bruit sera réalisée le long de l'autoroute 440 en 2012 et 2013. Des ouvrages de transport alternatif, écologique et récréatif - réseau cyclable seront également effectués.

Plusieurs investissements seront réalisés dans les parcs (8,0 M\$) incluant l'aménagement de parcours santé pour les aînés, avec la collaboration du gouvernement du Québec et dans l'acquisition d'espaces communautaires (5,9 M\$). Dans le but de continuer à préserver notre environnement, la Ville entend investir 12,8 M\$ dans l'acquisition d'espaces verts.

En 2011, la Ville a adopté la politique de l'urbanisme durable de Laval. La démarche Évolucité comprend une vision, des orientations et des engagements à l'égard de l'aménagement du territoire. Pour maintenir et améliorer la qualité de vie de ses citoyens, la Ville de Laval s'oriente vers une démarche de développement respectueuse de l'environnement qui favorise la densification urbaine, la mobilité active, la vie de quartier, le commerce de proximité et une moins grande dépendance à l'automobile.

### **Le financement**

Afin de réaliser cet ambitieux programme d'investissement tout en respectant la capacité de payer des citoyens, nous allons recourir aux sources de financement suivantes : contributions des promoteurs, subventions et utilisation des réserves financières et fonds réservés.

Ainsi en 2012, les paiements comptants totaliseront 101,3 M\$ laissant un solde d'investissement à l'ensemble des citoyens de 65,0 M\$, incluant un montant de 6,5 M\$ pour le financement à long terme des contributions.

La firme Standard & Poor's a reconnu que notre gestion financière rigoureuse et notre politique de réduction de la dette produisent d'excellents résultats puisqu'elle a haussé notre cote de crédit la faisant passer de «AA-» avec une perspective stable à « AA -» avec une perspective positive pour les titres à long terme de Ville de Laval.

---

**ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**

---

	<b><u>Budget 2012</u></b>	<b><u>Budget 2011</u></b>
	(,000\$)	Reclassé (,000\$)
<b>REVENUS</b>		
Taxes sur la valeur foncière	492 255	471 259
Taxes sur une autre base	111 213	107 580
Paiement tenant lieu de taxes	17 318	17 039
Services rendus	6 798	6 760
Imposition de droits	27 892	24 274
Amendes et pénalités	17 500	17 000
Intérêts	6 768	6 854
Autres revenus	5 280	6 401
Transferts	36 276	33 533
	<hr/> 721 300	<hr/> 690 700
<b>CHARGES</b>		
Administration générale	79 824	74 725
Sécurité publique	153 637	145 270
Transport	176 588	172 377
Hygiène du milieu	142 469	137 111
Santé et bien-être	7 472	9 427
Aménagement, urbanisme et développement	20 825	20 266
Loisirs et culture	81 616	78 507
Frais de financement	61 025	61 518
	<hr/> 723 456	<hr/> 699 201
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	(2 156)	(8 501)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>		
Amortissement	105 611	100 775
Financement (net des affectations)	(67 475)	(67 328)
Affectations	(35 980)	(24 946)
	<hr/> 2 156	<hr/> 8 501
<b>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

---





---

**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**

---

	<u>Budget 2012</u>	<u>Budget 2011</u>
	(,000\$)	(,000\$)
<b>REVENUS</b>		
Taxes	25	25
Contributions des promoteurs	31 642	23 270
Transferts	117 925	115 219
Autres revenus	578	1 111
	<hr/>	<hr/>
Excédent d'investissement avant conciliation à des fins fiscales	150 170	139 625
	<hr/>	<hr/>
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>		
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Administration générale	8 606	8 119
Sécurité publique	11 010	9 486
Transport	106 738	95 275
Hygiène du milieu	192 544	178 723
Aménagement, urbanisme et développement	1 310	2 105
Loisirs et culture	50 569	92 995
	<hr/>	<hr/>
	370 777	386 703
	<hr/>	<hr/>
<b>FINANCEMENT</b>		
Emprunt à long terme à la charge d'une partie des contribuables	67 377	84 130
de l'ensemble des contribuables	58 466	62 267
	<hr/>	<hr/>
	125 843	146 397
	<hr/>	<hr/>
<b>AFFECTATIONS</b>		
Activités de fonctionnement	8 266	9 967
Réserves financières et fonds réservés	86 498	90 714
	<hr/>	<hr/>
	94 764	100 681
	<hr/>	<hr/>
<b>EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

---



---

**REVENUS DE FONCTIONNEMENT**

---

	<b><u>Budget 2012</u></b>	<b><u>Budget 2011</u></b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>TAXES</b>		
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>		
Taxes générales selon taux variés		
Catégorie résiduelle	253 093	245 083
Immeubles non résidentiels	187 087	177 531
Immeubles de 6 logements et plus	21 381	20 824
Terrains vagues desservis	9 588	9 544
Terrains vagues non desservis	1 600	
Taxes spéciales - infrastructures d'eau potable et usée		
Catégorie résiduelle	11 434	10 653
Immeubles non résidentiels	6 395	5 968
Immeubles de 6 logements et plus	869	828
Terrains vagues desservis	433	415
Taxes de secteur		
Service de la dette	25	63
Autres taxes		
Remembrement agricole	350	350
	<hr/> 492 255	<hr/> 471 259
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>		
Tarifification pour services municipaux		
Services de l'eau	50 700	49 111
Taxes de secteur		
Service de la dette	19 808	18 464
Infrastructures	1 895	1 895
Autres		
Services centralisés d'appels d'urgence	1 910	1 910
Contrôle biologique des moustiques	1 200	1 200
Disposition de la neige	18 300	17 800
Transport en commun régional	17 400	17 200
	<hr/> 111 213	<hr/> 107 580
<b>TOTAL DES TAXES</b>	<hr/> <b>603 468</b>	<hr/> <b>578 839</b>

---

**REVENUS DE FONCTIONNEMENT**

---

	<b><u>Budget 2012</u></b>	<b><u>Budget 2011</u></b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES</b>		
<b>Gouvernement du Québec et ses entreprises</b>		
Immeubles et lieux d'affaires du gouvernement		
Taxes générales		
Catégorie résiduelle	37	38
Immeubles non-résidentiels	1 373	1 254
Taxes foncières - TVD	118	122
Taxes spéciales - infrastructures d'eau potable et usée		
Catégorie résiduelle	2	2
Immeubles non-résidentiels	47	42
Taxes foncières - TVD	5	5
Tarification		
Service de l'eau	3	4
Travaux permanents	12	12
Disposition de la neige	6	6
Transport en commun régional	34	35
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	3 888	3 902
Cégeps et universités	1 940	1 978
Écoles secondaires	4 045	4 042
Écoles primaires	2 548	2 533
Autres immeubles		
Biens culturels classés	1	1
	<hr/> 14 059	<hr/> 13 976
<b>Gouvernement du Canada et ses entreprises</b>		
Taxes générales		
Catégorie résiduelle	9	1
Immeubles non-résidentiels	2 785	2 672
Taxes spéciales - infrastructures d'eau potable et usée		
Immeubles non-résidentiels	95	90
Tarification		
Service de l'eau	2	1
Travaux permanents	111	90
Disposition de la neige	11	9
Transport en commun régional	246	200
	<hr/> 3 259	<hr/> 3 063
<b>TOTAL DES PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<hr/> <b>17 318</b>	<hr/> <b>17 039</b>

---

**REVENUS DE FONCTIONNEMENT**

---

	<b><u>Budget 2012</u></b>	<b><u>Budget 2011</u></b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>SERVICES RENDUS</b>		
<b>Services rendus aux organismes municipaux</b>		
Transport		
Réseau routier - voirie municipale	18	18
	<hr/> 18	<hr/> 18
<b>Autres services rendus</b>		
Administration générale		
Évaluation	10	10
Autres		
Loyers - immeubles	1 725	1 680
Autres	502	718
Sécurité publique		
Police		
Autres	967	993
Incendie	30	30
Transport		
Voirie	250	250
Enlèvement de la neige	125	125
Hygiène du milieu		
Réseaux d'égout	1	1
Matières résiduelles	346	346
Autres	10	10
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	142	148
Loisirs et culture		
Activités récréatives		
Camps de jour	1 451	1 327
Autres	986	874
Activités culturelles		
Bibliothèques	235	230
	<hr/> 6 780	<hr/> 6 742
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	<hr/> <b>6 798</b>	<hr/> <b>6 760</b>

---

**REVENUS DE FONCTIONNEMENT**

---

	<b><u>Budget 2012</u></b>	<b><u>Budget 2011</u></b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>IMPOSITIONS DE DROITS</b>		
Licences et permis	7 092	4 074
Droits de mutation immobilière	18 700	18 700
Autres	2 100	1 500
	<hr/> 27 892	<hr/> 24 274
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
	17 500	17 000
<b>INTÉRÊTS</b>		
Fonds d'amortissement	360	300
Réserves financières et fonds réservés	1 470	1 404
Autres	4 938	5 150
	<hr/> 6 768	<hr/> 6 854
<b>AUTRES REVENUS</b>		
Cessions d'actifs à long terme		
Autres immobilisations	550	550
Contributions des promoteurs - réfection des infrastructures	300	200
Autres	4 430	5 651
	<hr/> 5 280	<hr/> 6 401

---

**REVENUS DE FONCTIONNEMENT**

---

	<b><u>Budget 2012</u></b>	<b><u>Budget 2011</u></b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>TRANSFERTS</b>		
<b>Transferts de droits</b>		
Entente de partenariat - remboursement TVQ	12 904	11 279
Autres	8 300	8 100
	<hr/> 21 204	<hr/> 19 379
<b>Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts</b>		
Sécurité publique - Police	1 769	1 769
Transport		
Réseau routier - voirie municipale	109	109
Réseau routier - autres	6	6
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	3	3
Réseau de distribution de l'eau potable	93	93
Traitement des eaux usées	279	279
Réseaux d'égout	557	863
Élimination des déchets	3 590	3 837
Collecte sélective	4 300	2 358
Santé et bien-être	476	1 216
Aménagement, urbanisme et développement		
Rénovation urbaine	68	68
Promotion et développement économique		
Subvention financement activités CLD	2 103	2 103
Loisirs et culture		
Activités récréatives	298	117
Activités culturelles - bibliothèques	1 132	1 092
Activités culturelles - autres	289	241
	<hr/> 15 072	<hr/> 14 154
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<hr/> 36 276	<hr/> 33 533
<b>TOTAL - REVENUS DE FONCTIONNEMENT</b>	<hr/> 721 300	<hr/> 690 700



---

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

---

<b>FONCTIONS / activités</b>	<b>Budget 2012</b>	<b>Budget 2011</b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>		
Conseil	4 457	4 369
Application de la loi	9 214	8 897
Gestion financière et administrative	32 364	29 752
Greffe	6 367	6 281
Évaluation	10 832	9 969
Gestion du personnel	10 702	10 332
Autres	5 888	5 125
	<hr/> 79 824	<hr/> 74 725
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>		
Police	111 050	105 878
Sécurité incendie	39 923	36 667
Sécurité civile	524	663
Autres	2 140	2 062
	<hr/> 153 637	<hr/> 145 270
<b>TRANSPORT</b>		
Réseau routier		
Voirie municipale	63 521	59 835
Enlèvement de la neige	37 997	35 488
Éclairage des rues	8 004	7 950
Circulation et stationnement	7 666	7 596
Transport collectif	59 400	61 508
	<hr/> 176 588	<hr/> 172 377
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	18 045	17 323
Réseau de distribution de l'eau potable	20 357	19 289
Traitement des eaux usées	24 463	24 290
Réseaux d'égout	29 699	28 788
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés		
Collecte et transport	12 292	11 846
Élimination	11 531	11 065
Matières recyclables		
Collecte et transport	8 513	8 033
Tri et conditionnement	233	266
Matières organiques		
Collecte et transport	237	232
Traitement	294	289
Matériaux secs	1 183	1 090
Autres		
Protection de l'environnement	10 316	9 582
Autres	5 306	5 018
	<hr/> 142 469	<hr/> 137 111

---

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

---

<b>FONCTIONS / activités</b>	<b>Budget 2012</b>	<b>Budget 2011</b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>		
Logement social	4 931	6 682
Autres	2 541	2 745
	<hr/> 7 472	<hr/> 9 427
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	10 597	9 821
Rénovation urbaine		
Biens patrimoniaux	157	156
Autres biens	234	252
Promotion et développement économique		
Industries et commerces	7 813	7 675
Tourisme	462	451
Enseignement et sciences	1 550	1 900
Autres	12	11
	<hr/> 20 825	<hr/> 20 266
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>		
Activités récréatives		
Centres communautaires	4 940	4 851
Patinoires intérieures et extérieures	10 140	9 587
Piscines, plages et ports de plaisance	11 598	5 202
Parcs et terrains de jeux	25 536	24 920
Autres	2 494	2 625
Activités culturelles		
Centres communautaires	2 614	2 525
Bibliothèques	18 495	18 155
Autres	5 799	10 642
	<hr/> 81 616	<hr/> 78 507
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>		
Dette à long terme		
Intérêts	34 120	35 257
Autres frais	1 694	1 692
Autres frais de financement		
Avantages sociaux futurs	23 905	22 759
Autres	1 306	1 810
	<hr/> 61 025	<hr/> 61 518
<b>TOTAL - CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<hr/> <b>723 456</b>	<hr/> <b>699 201</b>

## ÉLÉMENTS DE CONCILIATION À DES FINS FISCALES

	<b>Budget 2012</b>	<b>Budget 2011</b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Amortissement	(105 611)	(100 775)
Disposition	550	550
Gain sur disposition	(550)	(550)
	(105 611)	(100 775)
<b>FINANCEMENT</b>		
Remboursement de capital (net des affectations)		
Remboursement de capital	74 595	90 250
Virement au Fonds d'amortissement	6 502	8 470
Virement du Fonds d'amortissement		(16 959)
	81 097	81 761
Financement à long terme des activités de fonctionnement	(13 622)	(14 433)
	67 475	67 328
<b>AFFECTATIONS</b>		
Activités d'investissement	8 267	9 967
Surplus accumulé	(4 227)	(7 708)
Fonds réservés		
Virement		
Fonds de roulement	5 000	5 000
Autres	1 723	2 327
Total - Fonds réservés	6 723	7 327
Réserves financières		
Virement		
Réfection des infrastructures	3 000	5 000
Infrastructures d'eau potable et usée	22 679	18 501
Infrastructures	3 738	2 114
Autres	6 254	4 269
Total - Réserves financières	35 671	29 884
Montants à pourvoir dans le futur	(10 454)	(14 524)
	35 980	24 946
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	<b>721 300</b>	<b>690 700</b>

---

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE**

---

	<b>Budget 2012</b>	<b>Budget 2011</b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>DIRECTION</b>		
Conseil municipal et Comité exécutif	3 667	3 589
Direction générale	3 670	3 595
	<hr/> 7 337	<hr/> 7 184
<b>SERVICES</b>		
Achats et gestion contractuelle	6 222	5 156
Contentieux	6 098	5 981
Environnement	67 054	65 450
Évaluation	9 595	8 766
Finances	27 129	29 290
Greffé	7 700	7 426
Ingénierie	10 235	8 923
Protection des citoyens	135 121	126 993
Ressources humaines	9 786	9 365
Systèmes et technologies	16 591	15 999
Travaux publics	109 296	104 996
Urbanisme	8 189	7 482
Vie communautaire, culture et communications	44 050	42 986
	<hr/> 457 066	<hr/> 438 813
<b>BUREAUX</b>		
Grands projets	859	253
Juges	791	830
Ombudsman	200	200
Régime des rentes	506	496
Vérificateur général	1 038	1 004
	<hr/> 3 394	<hr/> 2 783
<b>PARTICIPATION - ORGANISMES MUNICIPAUX ET GOUVERNEMENTAUX</b>		
Communauté métropolitaine de Montréal	7 044	6 994
Développement économique	9 157	9 347
Transport en commun	59 400	59 125
	<hr/> 75 601	<hr/> 75 466
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>	61 025	61 518
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT FINANCÉES À LONG TERME</b>	13 422	12 662
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	105 611	100 775
	<hr/>	<hr/>
<b>TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>723 456</b>	<b>699 201</b>

---

---

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET**

---

	<b>Budget 2012</b>	<b>Budget 2011</b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>RÉMUNÉRATION</b>	221 301	208 570
<b>COTISATIONS DE L'EMPLOYEUR</b>	77 630	72 230
<b>TRANSPORT ET COMMUNICATION</b>	6 154	6 398
<b>SERVICES PROFESSIONNELS, TECHNIQUES ET AUTRES</b>		
Honoraires professionnels	14 463	14 037
Services techniques	52 871	50 245
Autres	3 202	3 116
	70 536	67 398
<b>LOCATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION</b>		
Location	9 859	9 722
Entretien et réparation	20 655	20 556
	30 514	30 278
<b>BIENS DURABLES</b>		
Travaux de construction	730	740
Achats de biens	4 571	4 499
	5 301	5 239
<b>BIENS NON DURABLES</b>		
Fournitures de services publics	14 415	14 424
Autres biens non durables	27 266	26 937
	41 681	41 361
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>		
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge:		
de la ville et des organismes périmunicipaux	33 626	35 458
des gouvernements du Québec et du Canada	2 188	1 491
Autres frais de financement	25 211	24 569
	61 025	61 518

---

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET**

---

	<b><u>Budget 2012</u></b>	<b><u>Budget 2011</u></b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>CONTRIBUTIONS À DES ORGANISMES</b>		
Organismes municipaux	62 594	62 544
Organismes gouvernementaux	4 372	4 042
Autres organismes	15 105	15 293
	<hr/>	<hr/>
	82 071	81 879
	<hr/>	<hr/>
<b>AUTRES OBJETS</b>		
Créances douteuses ou irrécouvrables	515	515
Contribution développement culturel		4 500
Contribution développement sportif	6 250	279
Contribution protection de l'environnement	6 132	5 390
Autres	8 735	12 871
	<hr/>	<hr/>
	21 632	23 555
	<hr/>	<hr/>
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	105 611	100 775
	<hr/>	<hr/>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>723 456</b>	<b>699 201</b>

---

---

**REVENUS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT**

---

	<u>Budget 2012</u>	<u>Budget 2011</u>
	(,000 \$)	(,000 \$)
<b>TAXES</b>		
Sur une autre base		
Service de la dette	25	25
<hr/>		
<b>CONTRIBUTIONS DES PROMOTEURS</b>		
Contributions des promoteurs	31 642	23 270
<hr/>		
<b>TRANSFERTS</b>		
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Transport		
Réseau routier - voirie municipale	28 553	15 012
Réseau routier - autres		
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	28 045	31 426
Réseau de distribution de l'eau potable	14 127	11 250
Traitement des eaux usées	4 020	2 000
Réseaux d'égout	35 466	12 350
Protection de l'environnement		
Loisirs et culture		
Activités récréatives	6 624	42 905
Activités culturelles - autres	1 090	276
	<hr/>	<hr/>
	117 925	115 219
<hr/>		
<b>AUTRES REVENUS</b>		
Transport		
Voirie municipale		162
Circulation et stationnement		
Hygiène du milieu		
Réseau de distribution de l'eau potable	200	433
Réseaux d'égout	378	433
Protection de l'environnement		24
Loisirs et culture		
Activités récréatives		59
	<hr/>	<hr/>
	578	1 111
<hr/>		
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>150 170</b>	<b>139 625</b>

---

---

**IMMOBILISATIONS - ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT**

---

	<u>Budget 2012</u>	<u>Budget 2011</u>
	(,000 \$)	(,000 \$)
<b>NOUVEAUX</b>		
Égout et aqueduc	7 480	18 071
Traitement de l'eau - Usines et postes	5 010	3 000
Réseau routier, cyclable et piétonnier	11 837	22 911
Développement économique	96 159	89 213
Parcs et espaces communautaires	26 661	19 211
Bâtiments	15 506	57 056
Véhicules et équipements connexes	200	102
Informatique, mobilier et équipements	14 331	11 190
Honoraires professionnels et autres dépenses	13 365	13 787
	<hr/>	<hr/>
	190 549	234 541
<b>RÉFECTION</b>		
Égout et aqueduc	79 171	41 486
Traitement de l'eau - Usines et postes	61 218	65 352
Réseau routier, cyclable et piétonnier	15 232	19 154
Parcs et espaces communautaires	4 208	4 632
Bâtiments	7 945	11 201
Véhicules et équipements connexes	11 292	9 677
Autres	1 162	660
	<hr/>	<hr/>
	180 228	152 162
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<hr/> <b>370 777</b>	<hr/> <b>386 703</b>





---

**RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**



---

## RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

---

### PÉRIMÈTRE COMPTABLE

#### Le contexte

Conformément aux principes comptables généralement reconnus, la Ville de Laval prépare un budget de fonctionnement ainsi qu'un programme d'investissement consolidés. Ils incluent les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

Le périmètre comptable d'un organisme municipal doit englober les organismes qui sont sous son contrôle.

Le contrôle se définit comme le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'un autre organisme de sorte que les activités de celui-ci procureront des avantages attendus à l'organisme municipal ou l'exposeront à un risque de perte.

La capacité d'orienter les politiques permet d'établir les règles de base pour la conduite des activités de l'organisme et la réalisation de sa mission et de son mandat.

Le périmètre comptable de Ville de Laval comprend les organismes suivants:

Société de transport de Laval  
Centre local de développement (CLD) de Laval  
Place des aînés de Laval  
Laval Technopole  
Agriculture Laval (A.G.R.I.L.)  
Fondation du Centre de la Nature de Laval  
Gestion du Fonds Soutien Laval Inc.  
Centre d'expositions horticoles et commerciales de Laval

---

**ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES À DES FINS FISCALES**

---

	<b><u>Budget 2012</u></b>	<b><u>Budget 2011</u></b>
	(,000 \$)	Reclassé (,000 \$)
<b>REVENUS</b>		
Taxes sur la valeur foncière	492 255	471 259
Taxes sur une autre base	111 213	107 580
Paiement tenant lieu de taxes	17 318	17 039
Services rendus	42 175	39 746
Imposition de droits	27 892	24 274
Amendes et pénalités	17 500	17 000
Intérêts	7 063	6 947
Autres revenus	5 326	6 453
Transferts	65 005	51 394
	<hr/> 785s 747	<hr/> 741 692
<b>CHARGES</b>		
Administration générale	79 824	74 725
Sécurité publique	153 637	145 270
Transport	238 773	226 072
Hygiène du milieu	142 469	137 111
Santé et bien-être	7 472	9 427
Aménagement, urbanisme et développement	21 370	20 708
Loisirs et culture	82 945	79 955
Frais de financement	64 643	64 754
	<hr/> 791 133	<hr/> 758 022
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	(5 386)	(16 330)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>		
Immobilisations	117 016	112 375
Financement (net des affectations)	(71 521)	(70 445)
Affectations	(40 109)	(25 600)
	<hr/> 5 386	<hr/> 16 330
<b>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

---

---

**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT CONSOLIDÉES À DES FINS FISCALES**

---

	<u>Budget 2012</u>	<u>Budget 2011</u>
	(,000 \$)	(,000 \$)
<b>REVENUS</b>		
Taxes	25	25
Contributions des promoteurs	31 642	23 270
Transferts	133 929	143 641
Autres revenus	578	1 111
<hr/>		
Excédent d'investissement de l'exercice	166 174	168 047
<hr/>		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>		
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Administration générale	8 606	8 119
Sécurité publique	11 010	9 486
Transport	131 725	134 236
Hygiène du milieu	192 544	178 723
Aménagement, urbanisme et développement	1 310	2 105
Loisirs et culture	50 569	92 995
<hr/>		
	395 764	425 664
<hr/>		
<b>FINANCEMENT</b>		
Emprunt à long terme à la charge des organismes contrôlés	3 248	3 839
d'une partie des contribuables	67 377	84 130
de l'ensemble des contribuables	58 466	62 267
<hr/>		
	129 091	150 236
<hr/>		
<b>AFFECTATIONS</b>		
Activités de fonctionnement	13 752	10 659
Réserves financières et fonds réservés	86 747	96 722
<hr/>		
	100 499	107 381
<hr/>		
<b>EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

---

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS PAR ORGANISME

ÉTAT CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

RÉPARTITION DU BUDGET 2012 PAR ORGANISME

	Ville de Laval	Société de transport de Laval	Laval Technopole	Autres organismes	Transactions inter-entités à éliminer	Budget 2012	Budget 2011
	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)
<b>REVENUS</b>							
Taxes sur la valeur foncière	492 255					492 255	471 259
Taxes sur une autre base	111 213					111 213	107 580
Paiement tenant lieu de taxes	17 318					17 318	17 039
Services rendus	6 798	89 483	264	1 180	(55 550)	42 175	39 746
Imposition de droits	27 892					27 892	24 274
Amendes et pénalités	17 500					17 500	17 000
Intérêts	6 768	285	10			7 063	6 947
Autres revenus	5 280	25	4 821	412	(5 212)	5 326	6 453
Transferts	36 276	28 653	2 123	56	(2 103)	65 005	51 394
	721 300	118 446	7 218	1 648	(62 865)	785 747	741 692
<b>CHARGES</b>							
Administration générale	79 824					79 824	74 725
Sécurité publique	153 637					153 637	145 270
Transport	176 588	117 735			(55 550)	238 773	226 072
Hygiène du milieu	142 469					142 469	137 111
Santé et bien-être	7 472					7 472	9 427
Aménagement, urbanisme et développement	20 825		7 469		(6 924)	21 370	20 708
Loisirs et culture	81 616			1 606	(277)	82 945	79 955
Frais de financement	61 025	3 605	1	43	(31)	64 643	64 754
	723 456	121 340	7 470	1 649	(62 782)	791 133	758 022
Excédent de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	(2 156)	(2 894)	(252)	(1)	(83)	(5 386)	(16 330)

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS PAR ORGANISME

ÉTAT CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

RÉPARTITION DU BUDGET 2012 PAR ORGANISME

	Ville de Laval	Société de transport de Laval	Laval Technopole	Autres organismes	Transactions inter-entités à éliminer	Budget 2012	Budget 2011 Reclassé
	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)	(,000 \$)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<b>AMORTISSEMENT</b>							
Amortissement	105 611	11 375		97	(67)	117 016	112 375
Disposition	(550)					(550)	(550)
Gains sur disposition	550					550	550
	105 611	11 375	0	97	(67)	117 016	112 375
<b>FINANCEMENT</b>							
Remboursement de capital (net des affectations)	(81 097)	(4 154)		(150)	150	(85 251)	(85 350)
Financement à long terme d'activités de fonctionnement	13 622	108				13 730	14 905
	(67 475)	(4 046)	0	(150)	150	(71 521)	(70 445)
<b>AFFECTATIONS</b>							
Activités d'investissements	(8 267)	(5 485)				(13 752)	(10 660)
Surplus accumulé	4 227		252	54		4 533	7 702
Fonds réservés	(6 723)	(27)				(6 750)	(7 727)
Réserves financières	(35 671)					(35 671)	(29 884)
Montants à pourvoir dans le futur	10 454	1 077				11 531	14 969
	(35 980)	(4 435)	252	54	0	(40 109)	(25 600)
<b>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES</b>	0	0	0	0	0	0	0



RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS PAR ORGANISME

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES PAR OBJET**

RÉPARTITION DU BUDGET 2012 PAR ORGANISME

	Ville de Laval (,000 \$)	Société de transport de Laval (,000 \$)	Laval Technopole (,000 \$)	Autres Organismes (,000 \$)	Transactions inter-entités à éliminer (,000 \$)	Budget 2012 (,000, \$)	Budget 2011 Reclassé (,000 \$)
<b>RÉMUNÉRATION</b>	221 301	53 865	3 516	518		279 200	262 736
<b>COTISATIONS DE L'EMPLOYEUR</b>	77 630	14 644	403	63		92 740	86 820
<b>TRANSPORT ET COMMUNICATION</b>	6 154	1 075	2 210	137		9 576	9 477
<b>SERVICES PROFESSIONNELS, TECHNIQUES ET AUTRES</b>							
Honoraires professionnels	14 463	2 426		14		16 903	15 323
Services techniques	52 871	10 148	877	29		63 925	60 700
Autres	3 202	330		375		3 907	3 724
	70 536	12 904	877	418		84 735	79 747
<b>LOCATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION</b>							
Location	9 859	105				9 964	9 754
Entretien et réparation	20 655	1 300	120	119		22 194	22 015
	30 514	1 405	120	119		32 158	31 769
<b>BIENS DURABLES</b>							
Travaux de construction	730			12		742	740
Achats de biens	4 571		80	5		4 656	4 599
	5 301		80	17		5 398	5 339
<b>BIENS NON DURABLES</b>							
Fournitures de services publics	14 415	882		98		15 395	15 344
Autres biens non durables	27 266	13 171	160	140		40 737	39 273
	41 681	14 053	160	238		56 132	54 617

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS PAR ORGANISME

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES PAR OBJET

RÉPARTITION DU BUDGET 2012 PAR ORGANISME

	Ville de Laval (,000 \$)	Société de transport de Laval (,000 \$)	Laval Technopole (,000 \$)	Autres organismes (,000 \$)	Transactions inter-entités à éliminer (,000 \$)	Budget 2012 (,000 \$)	Budget 2011 Reclassé (,000 \$)
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge:							
de la ville et des organismes périmunicipaux	33 626	1 859		31	(31)	35 485	36 318
des gouvernements du Québec et du Canada	2 188	804				2 992	3 004
Autres frais de financement	25 211	942	1	11		26 165	25 432
	61 025	3 605	1	42	(31)	64 642	64 754
<b>CONTRIBUTIONS À DES ORGANISMES</b>							
Organismes municipaux	62 594				(55 550)	7 044	6 994
Organismes gouvernementaux	4 372					4 372	4 042
Autres organismes	15 105	6 664	103		(7 134)	14 738	14 248
	82 071	6 664	103		(62 684)	26 154	25 284
<b>AUTRES OBJETS</b>							
Créances douteuses ou irrécouvrables	515					515	515
Contribution développement culturel							4 500
Contribution développement sportif	6 250					6 250	279
Contribution protection de l'environnement	6 132					6 132	5 390
Autres	8 735	1 750				10 485	14 420
	21 632	1 750				23 382	25 104
<b>AMORTISSEMENT</b>	105 611	11 375		97	(67)	117 016	112 375
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>723 456</b>	<b>121 340</b>	<b>7 470</b>	<b>1 649</b>	<b>(62 782)</b>	<b>791 133</b>	<b>758 022</b>

## PROGRAMME D'INVESTISSEMENT CONSOLIDÉ

### DÉTAILS DES RÉALISATIONS

	Ville de Laval		Organismes contrôlés	2012	2011
	Nouveaux (,000 \$)	Approuvés (,000 \$)			
<b>SOMMAIRE DES IMMOBILISATIONS</b>					
<b>Nouveaux</b>					
Égout et aqueduc	3 364	4 116		7 480	18 071
Traitement de l'eau - Usines et postes		5 010		5 010	3 000
Réseau routier, cyclable et piétonnier	5 186	6 651		11 837	22 911
Développement économique	40 039	56 120		96 159	89 213
Parcs et espaces communautaires	25 054	1 607		26 661	19 211
Bâtiments	15 370	136		15 506	57 056
Véhicules et équipements connexes	200			200	102
Informatique, mobilier et équipements	4 445	9 886		14 331	11 190
Honoraires professionnels et autres dépenses	1 680	11 685		13 365	13 787
Organismes contrôlés			9 817	9 817	23 894
	95 338	95 211	9 817	200 366	258 435
<b>Réfection</b>					
Égout et aqueduc	78 991	180		79 171	41 486
Traitement de l'eau - Usines et postes	12 380	48 838		61 218	65 352
Réseau routier, cyclable et piétonnier	3 947	11 285		15 232	19 154
Parcs et espaces communautaires	2 290	1 918		4 208	4 632
Bâtiments	5 595	2 350		7 945	11 201
Véhicules et équipements connexes		11 292		11 292	9 677
Autres	960	202		1 162	660
Véhicules - transport collectif			7 245	7 245	14 547
Organismes contrôlés			7 925	7 925	520
	104 163	76 065	15 170	195 398	167 229
<b>Total des immobilisations</b>	<b>199 501</b>	<b>171 276</b>	<b>24 987</b>	<b>395 764</b>	<b>425 664</b>

## PROGRAMME D'INVESTISSEMENT CONSOLIDÉ

### DÉTAILS DES RÉALISATIONS

	Ville de Laval		Organismes contrôlés	2012	2011
	Nouveaux (,000 \$)	Approuvés (,000 \$)			
<b>SOMMAIRE DES REVENUS</b>					
Taxes		25		25	25
Contributions des promoteurs	3 379	28 263		31 642	23 270
Transferts	87 059	30 866	16 004	133 929	143 641
Autres revenus	250	328		578	1 111
	90 688	59 482	16 004	166 174	168 047
<b>SOMMAIRE DES FINANCEMENTS</b>					
Emprunt à long terme à la charge des organismes contrôlés			3 248	3 248	3 839
d'une partie des contribuables	38 605	28 772		67 377	84 130
de l'ensemble des contribuables	13 511	44 955		58 466	62 267
	52 116	73 727	3 248	129 091	150 236
<b>SOMMAIRE DES FINANCEMENTS</b>					
Activités financières	8 250	16	5 486	13 752	10 659
Réserves financières et fonds réservés	48 447	38 051	249	86 747	96 722
	56 697	38 067	5 735	100 499	107 381
<b>EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## PROGRAMME D'INVESTISSEMENT CONSOLIDÉ PAR NATURE

### DÉTAILS DES RÉALISATIONS

	Ville de Laval		Organismes contrôlés	2012	2011
	Nouveaux (,000 \$)	Approuvés (,000 \$)			
1 Égout et aqueduc					
1-1 Nouveaux réseaux d'égouts et d'aqueduc	3 364	4 116		7 480	18 071
1-2 Réfection d'égouts et d'aqueduc	78 991	180		79 171	41 486
	82 355	4 296		86 651	59 557
2 Traitement de l'eau - Usines et postes					
2-1 Nouvelles constructions		5 010		5 010	3 000
2-2 Réfection - eaux usées	5 560	3 172		8 732	4 460
2-3 Réfection - eau potable	6 820	45 666		52 486	60 891
	12 380	53 848		66 228	68 351
3 Réseau routier, cyclable et piétonnier					
3-1 Signalisation	1 268	953		2 221	2 661
3-2 Ponts, viaducs, échangeurs et voies de services					
3-3 Écrans acoustiques		22		22	116
3-4 Autres travaux d'infrastructures	3 918	5 676	301	9 895	20 835
3-5 Réfection du réseau routier, cyclable et piétonnier	3 947	11 285	168	15 400	19 354
3-7 Remplacement de véhicules - Transport collectif			7 245	7 245	14 547
	9 133	17 936	7 714	34 783	57 513
4 Développement économique					
4-1 Remembrement - terrains industriels, commerciaux et résidentiels					
4-2 Viabilisation de terrains résidentiels et commerciaux	14 173	14 737		28 910	32 734
4-3 Viabilisation de terrains industriels	2 133	1 432		3 565	3 511
4-4 Revalorisation: artères et autres	2 541	8 392		10 933	14 380
4-5 Développement agricole		4		4	5
4-6 Projets sous maîtrise d'oeuvre privée		27 704		27 704	22 000
4-7 Acquisition de terrains et servitudes pour fins d'infrastructures	21 192	3 851		25 043	16 583
	40 039	56 120	0	96 159	89 213

## PROGRAMME D'INVESTISSEMENT CONSOLIDÉ PAR NATURE

### DÉTAILS DES RÉALISATIONS

	Ville de Laval		Organismes contrôlés	2012	2011
	Nouveaux (,000 \$)	Approuvés (,000 \$)			
5 Équipement communautaire, opérationnel et administratif					
5-1 Parcs et espaces communautaires	6 355	1 607		7 962	5 974
5-2 Réfection des parcs et espaces communautaires	2 290	1 918		4 208	4 632
5-3 Centres communautaires, culturels et récréatifs	10 000	136		10 136	54 880
5-4 Édifices municipaux - administratifs et opérationnels	550		2 600	3 150	19 159
5-5 Postes de police et casernes d'incendies	4 820			4 820	931
5-6 Réfection des bâtiments	5 595	2 350	7 316	15 261	11 434
5-7 Véhicules et équipements connexes	200		775	975	102
5-8 Remplacement de véhicules et équipements connexes		11 292		11 292	9 677
5-9 Acquisition de terrains communautaires, opérationnels et administratifs	18 699			18 699	13 237
5-10 Systèmes de communications et autres équipements	1 685	1 293	2 252	5 230	5 265
5-11 Réfection des équipements	960	202	441	1 603	747
5-12 Informatique - équipements et honoraires professionnels	2 760	8 593	3 824	15 177	11 105
5-13 Agencement de bureaux			65	65	100
5-14 Hygiène du milieu					
	53 914	27 391	17 273	98 578	137 243
6 Honoraires professionnels et autres dépenses					
6-1 Honoraires professionnels -ingénierie et urbanisme	1 636	11 685		13 321	12 813
6-2 Autres dépenses	44			44	974
	1 680	11 685	0	13 365	13 787
	<b>199 501</b>	<b>171 276</b>	<b>24 987</b>	<b>395 764</b>	<b>425 664</b>